



BOLETIM OFICIAL

ÍNDICE

CONSELHO DE MINISTROS

Decreto n.º 7/2023:

Aprova o Acordo de Empréstimo entre a República de Cabo Verde e o Banco Africano de Desenvolvimento (BAD), referente ao “Programa de produção alimentar de urgência (2PAU – Cabo Verde/AEFPF)”.....2248

CONSELHO DE MINISTROS

Decreto n.º 7/2023

De 30 de outubro

A 11 de agosto de 2023 foi celebrado entre a República de Cabo Verde e o Banco Africano de Desenvolvimento, um Acordo de Empréstimo, denominado “Programa de produção alimentar de urgência (2PAU – Cabo Verde/AEFPPF)”, na forma de Apoio Orçamento setorial, segundo os termos e condições previstas no referido Acordo de empréstimo anexo ao presente decreto.

O Programa objeto do acordo de empréstimo será executado pelo Ministério da Agricultura e Ambiente através da Direção Geral da Agricultura, Silvicultura e Pecuária (DGASP) e tem por objetivo geral contribuir para a transformação da agricultura e da segurança alimentar. Seu objetivo específico é de aumentar, num curto e médio prazos, as produções agrícolas e os rendimentos dos produtores.

O programa é composto por três seguintes Componentes: pelo Componente A: Melhorar o acesso às sementes certificadas e apoio consultivo; Componente B: Melhorar o acesso aos fertilizantes para as explorações agrícolas; e Componente C: Melhorar a governação e a implementação de políticas públicas.

Patente está a importância do referido Programa para o desenvolvimento de Cabo Verde e sobretudo no apoio aos pequenos agricultores dentro os quais 50% de mulheres, na melhoria da segurança alimentar e nutricional e no reforço da resiliência dos agricultores para fazer face a longa seca que afeta o país já há alguns anos,

Assim,

Ao abrigo do disposto no n.º 2 do artigo 118º da Lei n.º 16/X/2022, de 30 de dezembro, que aprova o Orçamento do Estado para o ano económico de 2023; e

No uso da faculdade conferida pela alínea d) do n.º 2 do artigo 204º, da Constituição da República, o Governo decreta o seguinte:

Artigo 1º

Aprovação

É aprovado o Acordo de Empréstimo entre a República de Cabo Verde e o Banco Africano de Desenvolvimento (BAD), referente ao “Programa de produção alimentar de urgência (2PAU – Cabo Verde/AEFPPF)”, num montante total de €10.000.000 (dez milhões de euros), quantia equivalente, em moeda nacional, a 1.102.650.000\$00 (um bilhão, cento e dois milhões, seiscentos e cinquenta mil escudos), assinado na cidade da Praia, em 11 de agosto de 2023, cujos textos na versão autêntica em língua francesa e a respetiva tradução em língua portuguesa se publicam em anexo ao presente diploma, do qual fazem parte integrante.

Artigo 2º

Entrada em vigor

O presente diploma entra em vigor no dia seguinte ao da sua publicação e o Acordo de Empréstimo referido no artigo anterior e os seus respetivos anexos, dele partes integrantes, produzem efeitos em conformidade com o que nele se estipula.

Aprovado em Conselho de Ministros, aos 10 de outubro de 2023. — Os Ministros, *José Ulisses de Pina Correia e Silva* e *Olavo Avelino Garcia Correia*.

ANEXO
(A que se refere o artigo 1º)

ACCORD DE PRET

PROGRAMME DE PRODUCTION
ALIMENTAIRE D'URGENCE

(2PAU-Cabo Verde/AEFPPF)

Nº DU PROGRAMME : P-CV-A00-003

Nº DU PRÊT : 2000200006001

Le présent ACCORD DE PRÊT (l'« Accord ») est conclu le _____, entre la REPUBLIQUE DE CABO VERDE (l'« Emprunteur ») et la BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (la « Banque »).

ATTENDU QUE :

- (A) L'Emprunteur a demandé à la Banque de lui accorder un prêt sur ses ressources afin de contribuer au financement du Programme de production alimentaire d'urgence (2PAU-Cabo Verde/AEFPPF) (le « Programme »), tel que décrit plus amplement à l'Annexe I (A) (*Programme, Objectifs et Résultats attendus*) du présent Accord, en lui accordant un prêt à concurrence du montant spécifié à la Section 2.01 (*Montant*) du présent Accord, conformément aux clauses et conditions stipulées ou mentionnées par référence ci-après ;
- (B) Le Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement de l'Emprunteur sera l'Agence d'exécution du Programme; et
- (C) Le Programme est financé dans le cadre de la Facilité africaine de production alimentaire d'urgence (AEFPPF) approuvée par les Conseils d'administration de la Banque et du Fonds le 20 mai 2022
- (D) La Banque accepte d'assister au financement du Programme sur la base, notamment, des Mesures préalables remplies par l'Emprunteur, telles que décrites plus amplement à l'Annexe I (B) (*Mesures préalables de présentation du Programme au Conseil d'administration de la Banque*) du présent Accord.

EN FOI DE QUOI, les parties au présent Accord ont convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE I

CONDITIONS GENERALES, DIRECTIVES

DE CONVERSION, DEFINITIONS

Section 1.01. Conditions générales et Directives de conversion. Les *Conditions générales applicables aux accords de prêt et aux accords de garantie de la Banque africaine de développement (Entités souveraines)* de février 2009 telles que périodiquement amendées (ci-après dénommées les « Conditions générales ») et les Directives de conversion telles que définies dans les présentes font partie intégrante du présent Accord.

Section 1.02. Incohérence. Dans le cas de contradiction ou d'incohérence entre l'une des dispositions du présent Accord et les Conditions générales ou les Directives de conversion, les dispositions du présent Accord prévaudront.

Section 1.03. Définitions. A moins que le contexte s'y oppose, les termes définis utilisés dans le présent

Accord ont la signification qui leur est attribuée dans les Conditions générales ou à l'Annexe III (*Définitions*) du présent Accord.

Section 1.04. Annexes. Les Annexes du présent Accord en font partie intégrante et ont le même effet que si elles étaient intégralement insérées dans le corps du présent Accord.

ARTICLE II

LE PRÊT

Section 2.01. Montant. La Banque consent à l'Emprunteur, selon les termes et conditions énoncés ou mentionnés dans le présent Accord, un prêt d'un montant n'excédant pas dix millions d'euros (10 000 000 EUR), qui pourra faire l'objet d'une Conversion de monnaie conformément aux dispositions de l'Article III (*Conversion de certains termes du Prêt*) du présent Accord et des Directives de conversion (le « Prêt »), afin de contribuer au financement du Projet.

Section 2.02. Maturité du prêt et Différé d'amortissement. La maturité du prêt (la « Date de maturité ») est de vingt-cinq (25) ans, y compris un différé d'amortissement de huit (8) ans (le « Différé d'amortissement ») commençant à la Date de l'Accord de prêt.

Section 2.03. Dates de paiement. Les Dates de paiement sont :

- (a) Le 15 juin et le 15 décembre de chaque année pour l'USD, l'EUR, et le JPY ; et
- (b) Le 15 février, le 15 mai, le 15 août et le 15 novembre de chaque année pour le ZAR.

Section 2.04. Commission d'ouverture.

- (a) L'Emprunteur paie à la Banque une Commission d'ouverture non-remboursable à un taux égal à zéro virgule vingt-cinq pour cent (0,25%) du Prêt. La Commission d'ouverture est payée au plus tard soixante (60) jours calendaires à compter de la date d'entrée en vigueur ou lors du premier décaissement du Prêt, selon ce qui survient en premier.
- (b) Déduction de la Commission d'ouverture. L'Emprunteur peut, par notification écrite, demander à ce que la Commission d'ouverture soit déduite des ressources du Prêt. La Banque à réception d'une telle demande, déduit du compte du Prêt, au nom de l'Emprunteur, un montant équivalent à celui de la Commission d'ouverture, qu'elle se verse à elle-même.
- (c) L'Emprunteur paie la Commission d'ouverture sur le montant total du Prêt nonobstant toute annulation totale ou partielle du Prêt survenant après la date d'entrée en vigueur du Prêt.
- (d) Aucun décaissement du Prêt n'est effectué tant que la Commission d'ouverture n'est pas intégralement payée à la Banque par l'Emprunteur.

Section 2.05. Commission d'engagement. L'Emprunteur paie une Commission d'engagement au taux de zéro virgule vingt-cinq pour cent (0,25%) par an sur le Solde du Prêt non décaissé, qui commence à courir soixante (60) jours à compter de la Date de l'Accord de Prêt. L'Emprunteur paie la Commission d'engagement à chaque Date de paiement, y compris durant le Différé d'amortissement. La Commission d'engagement cesse de courir lorsque le Prêt est intégralement décaissé ou annulé.

Section 2.06. Intérêts.

- (a) Jusqu'à la première Conversion de taux d'intérêt,

et pour toutes les Conversions de Taux d'Intérêt d'un Taux de base fixe à un Taux de base flottant, et sous réserve de la Section 2.07 (*Taux d'intérêt de substitution*) du présent Accord, l'intérêt payable par l'Emprunteur sur le Solde du Prêt décaissé pour chaque Période d'intérêt (ou, dans le cas d'un Prêt libellé en USD ou en JPY, pour tout jour d'une Période d'intérêt) sera un taux annuel en pourcentage égal à la somme :

- (i) du Taux de base flottant ;
- (ii) de la Marge sur coût d'emprunt ;
- (iii) de la Marge sur Prêt ; et
- (iv) de la Prime de maturité de vingt (20) points de base par an ;

étant toutefois *stipulé* que si le taux d'intérêt est inférieur à zéro pour cent (0%), il sera réputé comme étant à zéro pour cent (0%).

- (b) Lorsqu'un Jour d'une Période d'intérêt d'un Prêt libellé en USD ou en JPY n'est pas un Jour ouvrable, le taux d'intérêt applicable à ce Prêt pour ledit jour sera le taux applicable au Jour ouvrable précédent.
- (c) Notification de taux d'intérêt. La Banque notifie à l'Emprunteur le taux d'intérêt applicable à chaque Période d'intérêt dès qu'elle a déterminé ce taux.

- (d) Suite à une Conversion de taux d'intérêt d'un Taux d'Intérêt flottant à un Taux d'intérêt fixe, l'intérêt payable par l'Emprunteur sur le Solde du Prêt décaissé pour chaque Période d'intérêt est, sous réserve de la Section 2.07 (*Taux d'intérêt de substitution*) du présent Accord, un taux annuel en pourcentage égal à la somme :

- (i) du Taux de base fixe ;
- (ii) de la Marge sur coût d'emprunt ;
- (iii) de la Marge sur Prêt ; et
- (iv) de la Prime de maturité de vingt (20) points de base par an ;

étant toutefois *stipulé* que si le taux d'intérêt est inférieur à zéro pour cent (0%), il sera réputé comme étant à zéro pour cent (0%).

- (e) Paiement des intérêts. L'Emprunteur paie les intérêts encourus référés aux paragraphes (a) et (d) ci-dessus à chaque Date de paiement, y compris pendant le Différé d'amortissement.

Section 2.07. Taux d'intérêt de substitution. Si la Banque, pour quelque raison que ce soit, constate que le Taux de base flottant ou le Taux de base fixe (s'agissant des montants pour lesquels un Taux de base fixe n'a pas été antérieurement déterminé) ne peut être déterminé ou calculé dans les conditions précisées à la Section 2.06 (*Intérêts*) du présent Accord, la Banque le notifie sans délai à l'Emprunteur. La Banque et l'Emprunteur devront alors se concerter en vue de convenir d'un taux d'intérêt de substitution, conformément à la Section 3.03 (*Intérêts*) (b) et (c) des Conditions générales.

Section 2.08. Calcul des intérêts. Les intérêts et la Commission d'engagement au titre du présent Prêt sont calculés sur la base du nombre de jours effectivement écoulés (comprenant le premier jour mais excluant le dernier jour) au cours d'une période pour laquelle lesdits intérêts ou ladite Commission d'engagement sont applicables. A cette fin : (i) chaque année est considérée

comme comptant trois cent-soixante (360) jours calendaires pour l'USD et l'EUR; ou (ii) chaque année est considérée comme comptant trois cent soixante-cinq (365) jours pour le ZAR et le JPY ; ou (iii) s'agissant des monnaies autres que l'USD, l'EUR, le JPY et le ZAR, les jours calendaires de convention du marché sont déterminés par la Banque et notifiés à l'Emprunteur.

Section 2.09. Amortissement du principal. Sans préjudice de la Section 7.01 (*Cas d'exigibilité anticipée*) des Conditions générales, l'Emprunteur rembourse le Solde du Prêt décaissé sur une période de dix-sept (17) ans, après l'expiration du Différé d'amortissement de huit (8) ans, trente-quatre (34) versements semestriels égaux et consécutifs à chaque Date de paiement conformément au tableau d'amortissement annexé en Annexe VI (*Tableau d'amortissement*) du présent Accord. Le premier versement est effectué à la première Date de paiement qui suit immédiatement l'expiration du Différé d'amortissement.

Section 2.10. Remboursement anticipé.

- (a) Conformément aux dispositions de la Section 3.06 (*Remboursement et remboursement anticipé*) des Conditions générales, l'Emprunteur a le droit de rembourser la totalité ou une partie du Solde du Prêt décaissé avant son échéance, sans être tenu au paiement de frais de remboursement anticipé autres que les Coûts de résiliation de conversion, le cas échéant, qui sont déterminés par la Banque et notifiés à l'Emprunteur.
- (b) Si l'une des sommes à rembourser au titre du Prêt a fait l'objet d'une Conversion, l'Emprunteur paie, au moment du remboursement par anticipation, les Coûts de résiliation de conversion et les frais de transaction pour la résiliation anticipée de la Conversion, à un montant ou à un taux tel que notifié par la Banque et en vigueur au moment de la réception par la Banque de l'avis de remboursement anticipé.
- (c) À moins que l'Emprunteur ne le mentionne expressément dans son avis de remboursement anticipé, les sommes faisant l'objet de remboursement anticipé sont appliquées au *pro rata* à toutes les échéances du Prêt qui restent à courir.
- (d) Tout remboursement anticipé partiel portant sur une somme à laquelle a été appliquée une Conversion doit être au moins égal au montant minimum pour les Conversions prévu dans les Directives de conversion.
- (e) L'Emprunteur ne peut pas réemprunter les montants qui ont fait l'objet d'un remboursement anticipé conformément au présent Accord.

Section 2.11. Paiements partiels. Si, à un quelconque moment, l'Emprunteur procède à un paiement à la Banque qui est inférieur à l'intégralité de toutes les sommes dues et payables à la Banque en vertu du présent Accord, ledit paiement est, à moins que la Banque n'en décide autrement, imputé dans l'ordre indiqué ci-après : Commission d'ouverture, Commission d'engagement, Coûts de résiliation de conversion et frais de transaction si applicables, intérêts et, en dernier, principal.

Section 2.12. Monnaie, lieu et mode de paiement.

- (a) Sous réserve des dispositions de la Section 4.04. (*Substitution temporaire de monnaies*) des Conditions générales, toute somme due à la Banque au titre du présent Accord est payée dans la Monnaie du Prêt.
- (b) Tous les paiements dus à la Banque en vertu du présent Accord sont effectués sans faire l'objet

d'aucune restriction, de prélèvement de taxe, de déduction liée aux frais de change, de frais de virement ni autres commissions de transfert ni aucune autre charge de quelque nature que ce soit.

- (c) Ces sommes sont versées sur le compte bancaire que la Banque indique à l'Emprunteur. L'Emprunteur est libéré de son obligation de paiement de toute somme due à la Banque au titre du présent Accord lorsque la Banque a effectivement reçu l'intégralité de la somme due dans la Monnaie du Prêt à la date d'exigibilité. Si la date d'exigibilité tombe un jour qui n'est pas un Jour ouvrable, cette somme est payée de sorte qu'elle soit effectivement reçue par la Banque sur son compte le Jour ouvrable suivant et les intérêts et la Commission d'engagement continuent de courir dans l'intervalle.

Section 2.13. Certificats et déterminations. Toute certification ou détermination par la Banque d'un taux ou d'un montant en vertu du présent Accord constitue, en l'absence d'erreur manifeste, une preuve concluante des sujets auxquels elle se rapporte.

ARTICLE III

CONVERSION DE CERTAINS TERMES DU PRÊT

Section 3.01. Conversion en général. L'Emprunteur peut, à tout moment, demander que les Conversions ci-après soient appliquées à une fraction quelconque du Prêt en vue de faciliter une gestion prudente de la dette : (i) Conversion de monnaie ; (ii) Conversion de taux d'intérêt ; (iii) Plafond de taux d'intérêt ; ou (iv) Tunnel de taux d'intérêt. Chacune desdites demandes est soumise par l'Emprunteur à la Banque conformément aux Directives de conversion et, sur acceptation de la Banque, la conversion sollicitée est considérée comme une Conversion aux fins du présent Accord et est mise en œuvre conformément aux Directives de conversion.

Section 3.02. Frais de Conversion. L'Emprunteur doit, sur réception d'une notification écrite de la Banque, verser à cette dernière :

- (a) les frais de transaction applicables pour la Conversion et pour chaque résiliation anticipée d'une Conversion, y compris toute résiliation anticipée en rapport avec le remboursement anticipé ou l'exigibilité anticipée du Prêt conformément aux dispositions de la Section 2.10 (b) (*Remboursement anticipé*) du présent Accord et de la Section 7.01 (*Cas d'exigibilité anticipée*) des Conditions générales ; et
- (b) des Coûts de résiliation de conversion, le cas échéant, pour chaque résiliation anticipée d'une Conversion, pour le montant ou au taux, dans la monnaie et au lieu indiqués de temps à autre par la Banque conformément aux Directives de conversion en vigueur à ces dates.

ARTICLE IV

ENTREE EN VIGUEUR ET DECAISSEMENT

Section 4.01. Entrée en vigueur. L'entrée en vigueur du présent Accord est subordonnée à la réalisation par l'Emprunteur, à la satisfaction de la Banque, des conditions prévues à la Section 12.01 (*Entrée en vigueur*) des Conditions générales.

Section 4.02. Décaissement. Les ressources du Prêt sont décaissées par la Banque conformément aux dispositions : (a) de l'Article V (*Décaissement du prêt*) des Conditions générales ; (b) du Manuel des décaissements ; (c) de la Lettre de décaissement ; (d) de l'Article IV (*Entrée en*

vigueur et décaissement) du présent Accord ; et (e) toutes autres instructions additionnelles que la Banque notifiera à l’Emprunteur, en vue de financer les Dépenses éligibles du Projet.

Section 4.03. Monnaies de décaissement. Sous réserve de la Section 4.04. (*Substitution temporaire de monnaies*) des Conditions générales, tous les décaissements du Prêt effectués par la Banque en faveur de l’Emprunteur sont libellés dans la Monnaie initiale du Prêt, à moins qu’ils ne fassent l’objet d’une Conversion de monnaie conformément aux dispositions de l’Article III (*Conversion de certains termes du Prêt*) du présent Accord et des Directives de conversion.

Section 4.04. Conditions préalables au premier décaissement. Outre l’entrée en vigueur du présent Accord conformément à la Section 4.01 (*Entrée en vigueur*) ci-dessus, l’obligation de la Banque de procéder au premier décaissement du Prêt est subordonnée à la transmission à la Banque par l’Emprunteur, des documents suivants :

- (a) la preuve de l’ouverture d’un compte spécial au nom de 2PAU/CV – AEFPP dans les livres du Trésor public dans lequel seront transférées les ressources du Prêt ;
- (b) les rapports généraux de conformité de la Cour des comptes pour l’exercice 2020, satisfaisants sur la forme et le fond pour la Banque ;
- (c) une copie de la convention entre la Direction générale de l’agriculture, de la forêt et de l’élevage (DGASP) du Ministère de l’Agriculture et de l’Environnement (MAA) avec l’Institut national de recherche agricole (INIDA) dûment signée pour la mise en place de réseaux de multiplicateurs de semences de maïs et haricots et la production des semences maraîchères ;
- (d) la preuve de l’inscription du décaissement de l’exercice 2023 qui devra figurer distinctement dans le Budget d’exécution sous la rubrique des financements extérieurs.
- (e) une copie dûment signée de l’Arrêté ministériel de mise en place du comité technique pour l’élaboration du Plan de Développement et Transformation Agricole au Cabo Verde (PTDA 2023-2028) ; et
- (f) une copie du Plan d’opérationnalisation du Laboratoire d’analyse des sols de l’INIDA.

Section 4.05. Dépenses inéligibles. L’Emprunteur s’engage à ne pas utiliser les ressources du Prêt afin de financer quelconque activité énumérée en Annexe II (*Liste Négative*) du présent Accord. Si la Banque détermine qu’à un moment quelconque une portion des ressources du Prêt a été utilisée par l’Emprunteur pour effectuer un paiement pour une Dépense inéligible, l’Emprunteur doit, suivant la demande de la Banque, promptement rembourser un montant équivalent à la valeur de ces dépenses. Les montants remboursés conformément à la demande de la Banque sont annulés.

Section 4.06. Date de clôture. Aux fins de la Section 6.03 (*Annulation par la Banque*) des Conditions générales, la Date de clôture est fixée au 31 décembre 2024 ou à toute autre date ultérieure convenue par écrit entre l’Emprunteur et la Banque.

ARTICLE V

ENGAGEMENTS

Section 5.01. L’Emprunteur s’engage à respecter les objectifs du Projet. À cette fin, l’Emprunteur met en œuvre le Projet et fait en sorte que l’Agence d’exécution,

ses contractants et/ou ses agents mettent en œuvre le Projet conformément aux dispositions du présent Accord et de l’Article IX (*Exécution du projet - coopération et information*) des Conditions générales.

Section 5.02. Dispositions institutionnelles.

- (a) Le Ministère en charge de l’Agriculture (MAA) sera l’Agence d’exécution du Programme.
- (b) La coordination sera confiée à la Directrice Générale de l’Agriculture de Sylvopastoral et de l’élevage (DGASP). Celle-ci sera le point focal du MAA chargée du suivi de l’opération. Il sera mis en place un Comité technique (CT) de suivi présidé par le MFFE son représentant, et comprenant le MAA ou son représentant et les directions/services concernés, dont le Point focal genre indiqué par l’institut cap verdien de l’équité et l’égalité de genre (ICIEG). Le comité sera chargé de la supervision du Programme et de l’évaluation des besoins en semences, engrais et l’appui conseil et de la coordination des opérations. Le Gouvernement transmettra à la Banque, les preuves de création du CT et de nomination du Point focal.

Section 5.03. Sauvegardes environnementales et sociales. L’Emprunteur s’engage et s’assure que l’Agence d’exécution, chacun de ses contractants, sous-contractants et agents fassent de même à :

- (a) exécuter le Projet conformément au Plan de Gestion de Pestes (PGP) et son annexe sur le Mécanisme de Réparation des Plaintes, aux Politiques de sauvegardes de la Banque et à la législation nationale applicable d’une manière satisfaisante pour la Banque, sur le fond et la forme ;
- (b) préparer et soumettre à la Banque, dans le cadre du Rapport de Programme mentionné à la Section 8.01 (*Rapports de Projet*) du présent Accord, des rapports trimestriels sur la mise en œuvre du PGP, y compris les lacunes identifiées et les mesures correctives qui y ont été apportées ;
- (c) s’abstenir de toute action qui empêcherait ou entraverait la mise en œuvre du PGP y compris toute modification, suspension, renonciation et/ou annulation de toute disposition y relative, totalement ou partiellement, sans l’accord préalable écrit de la Banque.

Section 5.04. Intégrité. L’Emprunteur met en œuvre, et s’assure que l’Agence d’exécution et chacun de ses contractants et/ou de ses agents met en œuvre le Projet conformément aux dispositions des Politiques anti-corruption.

Section 5.05. Autres engagements. L’Emprunteur s’engage à :

- (a) Confirmer à la Banque, dans les trente (30) jours suivants la réception des fonds, le transfert des fonds sur le compte de Trésor en indiquant le montant reçu, le taux de change appliqué, et les dates de réception et de transfert ;
- (b) Confirmer à la Banque, dans les soixante (60) jours suivants la réception des fonds, les preuves d’approbation du Plan de gestion des pestes (PGP) par les instances nationales compétentes et par la Banque, ainsi que les preuves de publication du PGP par l’Emprunteur et par la Banque ;
- (c) Transmettre à la Banque, la preuve de l’inscription du Prêt dans le Budget d’exécution pour l’exercice 2023 au plus tard le 31 mars 2023 ; et

- (d) Transmettre à la Banque la preuve d'inscription du coût de l'opérationnalisation du Laboratoire d'analyse des sols dans le budget du MAA au plus tard le 31 mars 2023.
- (e) Transmettre, dès l'approbation du financement du Programme, la preuve de mise en place d'un Comité technique (CT) chargé du suivi du Programme.
- (f) Transmettre à la Banque, dès l'approbation du financement du Programme, la preuve de la désignation de la Directrice Générale de l'Agriculture, de Sylvopastoral et de l'élevage (DGASP) comme point focal du MAA.
- (ii) d'entreprises sanctionnées par la Banque conformément à ses Politiques anticorruption ; et/ou
- (iii) de biens fabriqués sur, ou de services fournis depuis, le territoire d'Etats qui ne sont pas des Etats membres pour des contrats dont la valeur excède un million d'Unités de compte (1 000 000 UC) pour des biens, six millions d'Unités de compte (6 000 000 UC) pour des travaux et trois cent mille Unités de compte (300 000 UC) pour des services de consultant.

ARTICLE VI

RECOURS ADDITIONNELS DE LA BANQUE

Section 6.01. Autres causes de suspension. Pour les besoins de la Section 6.02 (1) (l) (*Autres causes de suspension*) des Conditions générales, l'autre cause de suspension du Prêt est la suivante :

- (a) La survenance de tout autre évènement qui, de l'avis de la Banque, interfère ou menace d'entraver la bonne exécution du Projet ou l'atteinte de ses objectifs.

Section 6.02. Autres causes d'exigibilité anticipée. Outre les causes mentionnées à la Section 7.01 (*Cas d'exigibilité anticipée*) des Conditions générales, l'autre cause d'exigibilité anticipée du Prêt est la suivante :

- (a) L'évènement mentionné à la Section 6.01 (*Autres causes de suspension*) du présent Accord est survenu et a perduré pour une durée de trente (30) jours suivant la notification par la Banque dudit évènement à l'Emprunteur ou toute autre date ultérieure convenue par écrit entre l'Emprunteur et la Banque.

ARTICLE VII

ACQUISITIONS

Section 7.01. Acquisitions. Tous les biens, travaux, services autres que les services de consultants et les services de consultants nécessaires à la réalisation du Projet et devant être financés sur les ressources du Prêt, seront acquis conformément aux dispositions énoncées dans le Cadre de passation de marchés et au Plan de passation de marchés de l'Emprunteur.

Section 7.02. Définitions. À moins que le contexte s'y oppose, les termes en majuscules utilisés dans le présent Article VII (*Acquisitions*), y compris ceux décrivant des méthodes spécifiques d'acquisition ou d'examen par la Banque de certains contrats en particulier, ont le sens qui leur est attribué dans le Cadre de passation de marchés.

Section 7.03. Utilisation du système de passation de marchés de l'Emprunteur.

- (a) Eligibilité. Les ressources du Prêt seront utilisées pour l'acquisition de biens, travaux, services autres que les services de consultants et les services de consultants conformément aux dispositions applicables du pays d'origine tel qu'exigé par la loi n° 88/VIII/2015 du 14 avril 2015 sur le code des marchés publics (le « Système de passation de marchés de l'Emprunteur »), à condition que les ressources du Prêt ne soient pas utilisées pour financer l'acquisition :
 - (i) de services d'entreprises d'un pays exclu ou de biens produits dans un pays exclu conformément à la décision du Conseil de Sécurité des Nations unies prise en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations unies ; et/ou

(b) Méthodes. Chaque contrat relatif aux biens, travaux et services autres que ceux de consultants et services de consultants nécessaires pour le Projet, sera acquis conformément au Système de passation de marchés de l'Emprunteur en utilisant les documents standards nationaux d'appel d'offres ou les dossiers types d'appel d'offres nationaux et conformément aux méthodes décrites dans le Plan de passation de marchés.

(c) Réserve de droits par la Banque. La Banque se réserve le droit d'exiger, à sa seule discrétion, l'usage de ses propres méthodes et procédures d'acquisition dans le cas où :

(i) une révision introduite dans le Système de passation de marchés de l'Emprunteur entraîne un impact négatif et substantiel sur l'exécution des activités de passation de marchés dans le cadre du Projet ;

(ii) un audit révèle des lacunes et des incohérences dans le Système de passation de marchés de l'Emprunteur ; ou

(iii) les plaintes ne sont pas adéquatement traitées dans le cadre des procédures et des mécanismes de traitement des plaintes de l'Emprunteur qui n'assurent plus de recours crédibles ni de mécanisme de règlement impartial et équitable des différends ; et/ou

(iv) tout autre évènement ou circonstance survenu qui, de l'opinion de la Banque, requiert l'utilisation des méthodes et procédures d'acquisitions (MPA) de la Banque.

(d) Audit des passations de marchés réalisées.

(i) L'Emprunteur fera effectuer un audit sur une base annuelle par le Tribunal des Comptes conformément au Système de passation de marchés de l'Emprunteur. L'Emprunteur soumettra à la Banque les rapports annuels d'audit des passations de marchés, au plus tard six (6) mois après la fin de chaque année civile.

(ii) La Banque peut, à sa seule discrétion, requérir que des audits indépendants ou vérifications des passations de marchés soient effectués par des auditeurs indépendants nommés par la Banque. Les coûts des audits indépendants ou vérifications seront supportés par la Banque.

Section 7.04. Rapports et conservation de documents.

(a) L'Emprunteur conserve et archive et fait conserver et archiver par l'Agence d'exécution toute information pertinente relative aux activités d'acquisitions du Projet et inclura cette information dans chaque Rapport de Projet à soumettre à la Banque sur une base semestrielle conformément aux dispositions de la Section 8.01 (*Rapports de Projet*) du présent Accord.

(b) L'Emprunteur conserve et fait en sorte que

l'Agence d'exécution conserve tous les justificatifs (incluant tous contrats, commandes, factures, notes, reçus et tous autres documents) attestant des dépenses financées par le Prêt, aux fins d'examen périodique et d'inspection par la Banque conformément à la Section 9.09 (c) (*Compte, registres et audit*) des Conditions générales.

- (c) Nonobstant le paragraphe (b) ci-dessus, en cas d'enquête menée par la Banque dans le cadre du Projet, la Banque peut, par notification écrite, exiger de l'Emprunteur qu'il conserve tous registres (incluant tous contrats, commandes, factures, notes, reçus et tous autres documents) attestant des dépenses financées par le Prêt pour une période plus longue stipulée dans ladite notification, y compris, sans limitation, dans les cas suivants : (i) l'Emprunteur manque à son obligation de soumettre les rapports d'audit du Projet ; (ii) des rapports d'audit du Projet assortis de réserves sont reçus par la Banque ; et/ou (iii) des dépenses inéligibles ont été engagées par l'Emprunteur et n'ont pas été intégralement remboursées à la Banque.

ARTICLE VIII

RAPPORTS DE PROJET

Section 8.01. Rapports de Projet. L'Emprunteur suit et s'assure que l'Agence d'exécution fasse de même l'état d'avancement du Projet et prépare les Rapports de Projet conformément aux dispositions de la Section 9.09 (*Comptes, registres et audit*) des Conditions générales et sur la base d'indicateurs acceptables pour la Banque. Chaque Rapport de Projet couvre la période d'un (1) semestre calendaire et est transmis à la Banque au plus tard quarante-cinq (45) après la fin de la période couverte par le rapport concerné.

Section 8.02. Rapport d'achèvement. L'Emprunteur prépare et transmet à la Banque un Rapport d'achèvement du Projet au plus tard six (6) mois suivant la Date de clôture, conformément à la Section 9.10 (*Rapport d'achèvement*) des Conditions générales.

ARTICLE IX

GESTION FINANCIERE

Section 9.01. Contrôle interne. L'Emprunteur tient, ou fait tenir par l'Agence d'exécution, des registres et adopte, ou fait adopter, des procédures appropriées conformément aux dispositions de la Section 9.09 (*Comptes, registres et audit*) des Conditions générales.

Section 9.02. Audit financier.

L'Emprunteur soumettra à la Banque, le rapport d'audit des flux de fonds du Programme réalisé par le Tribunal des Comptes pour l'exercice financier 2023 et subséquent pour chaque année du Programme. Les rapports d'audit devront être soumis à la Banque au plus tard douze (12) mois après la fin de chaque exercice financier au cours duquel le décaissement a eu lieu.

ARTICLE X

REPRESENTANTS AUTORISES - DATE - ADRESSES

Section 10.01. Représentants autorisés. Le Ministre en charge des Finances, ou toute autre personne qu'il désigne par écrit, est le représentant autorisé de l'Emprunteur aux fins de l'Article XI (*Dispositions diverses*) des Conditions générales.

Section 10.02. Date de l'Accord de Prêt. Le présent Accord sera considéré, en toutes circonstances, comme conclu à la date qui figure en première page.

Section 10.03. Adresses. Les adresses suivantes sont

mentionnées aux fins de l'Article XI (Dispositions diverses) des Conditions générales :

Pour l'Emprunteur :

Ministère des Finances et du Développement
Entrepreneurial

Avenida Amilcar Cabral

CP n° 30

Praia

REPUBLIQUE DE CABO VERDE

Téléphone : (238) 260 75 00

(238) 260 74 31

(238) 260 75 21

Email : Gilson.g.pina@mf.gov.cv

soeli.d.santos@mf.gov.cv

Attention : Ministre en charge des Finances

Pour la Banque : Adresse postale du Siège :

Banque africaine de développement

01 B.P. 1387

Abidjan 01

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Tel : (225) 27. 20.26.39.00

Attention : Directeur, AHAI

EN FOI DE QUOI, l'Emprunteur et la Banque, agissant par l'entremise de leurs représentants autorisés respectifs, ont signé le présent Accord en langue française, en deux (2) exemplaires originaux faisant également foi.

POUR LA REPUBLIQUE DE CABO VERDE

OLAVO AVELINO GARCIA CORREIA

VICE-PREMIER MINISTRE, MINISTRE
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT
ENTREPRENEURIAL

POUR LA BANQUE AFRICAINE DE
DEVELOPPEMENT

JOSEPH RIBEIRO

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

BUREAU REGIONAL DE DEVELOPPEMENT ET
DE PRESTATION

DE SERVICES POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST

ANNEXE I(A)

DESCRIPTION DU PROGRAMME

A. Programme, Objectifs et Résultats attendus

Description : Ce Programme est une opération d'appui budgétaire sectoriel couvrant les exercices budgétaires 2023-2024.

Objectifs : L'objectif du Programme est la contribution à la transformation de l'agriculture et à la sécurité alimentaire. Son objectif spécifique est l'augmentation dans le court et moyen terme des productions agricoles et des revenus des producteurs (maïs, haricot, produits maraichers), et renforcer la résilience des agriculteurs contre la longue sécheresse qui frappe le pays.

Le Programme se décline en trois composantes :

Composante A : Améliorer l'accès aux semences certifiées et l'appui conseil

Le Programme soutiendra les mesures ci-après : (i) l'acquisition de 35 tonnes des semences de qualité de maïs au profit des producteurs (trices), 20 tonnes de semences d'haricots, et des boutures de racines et tubercules (20.000 boutures de manioc et 300.000 boutures de patate-douce) ; (ii) la signature d'une Convention de partenariat entre le MAA et l'INIDA pour la fourniture de semences de prébase de maïs et d'haricots et la mise en œuvre d'un réseau de multiplicateurs semenciers (condition de décaissement) ; (iii) la promotion de la production de 600 kg de semences maraîchères sous serres (modèle INIDA) ; (iv) l'extension des champs-écoles sous serres pour la diffusion des innovations technologiques et les bonnes pratiques agricoles ; (v) la production et la diffusion de l'information et des services climatiques à 10.000 producteurs ; et (vi) la mise en œuvre de la feuille de route de la politique semencière de la CEDEAO et l'approbation du décret réglementaire de la loi n°5 de 2016 et du décret-loi n°06/2018 visant facilitation de l'accès des agriculteurs aux semences de variétés améliorées (mesure préalable).

Composante B : Améliorer l'accès aux engrais aux exploitations agricoles

Le Programme soutiendra les mesures ci-après pour faciliter l'accès aux engrais : (i) l'acquisition de 300 tonnes d'engrais en 2023 et 2024. En effet le Gouvernement mobilisera et sécurisera les ressources financières (prise en charge des taxes et douanes), nécessaires à l'acquisition d'engrais pour satisfaire une bonne partie des besoins des cultures pratiquées dans le pays particulièrement les productions maraîchères. La lettre d'engagement du Gouvernement pour l'autorisation de l'importation de 300 tonnes d'engrais et semences supplémentaires est une mesure préalable à la soumission du rapport au Conseil ; (ii) l'appui à INIDA pour le développement et la diffusion de technologies de production de fumure organique ; (iii) la mise à niveau du système d'informations géographiques (SIG/INIDA), pour la réalisation des cartes d'aptitude des sols dans un objectif d'une approche agro-écologique fondée sur une utilisation rationnelle et climato-intelligente ; (iv) l'opérationnalisation du laboratoire du sol de l'INIDA ; (v) l'extension du système digitalisé de recensement du cheptel pour l'inscription des exploitations agricoles (intégrant une ventilation selon le genre) pour la distribution des intrants, du matériel agricole et des services d'appui conseil et la réalisation effective de la phase pilote du projet de digitalisation pour la campagne agricole 2023.

Composante C : Amélioration de la gouvernance et de la mise en œuvre des politiques publiques dans le secteur agricole

Le Programme soutiendra : (i) l'élaboration du Plan de Développement et Transformation Agricole (PTDA 2023-2028). La signature de l'Arrêté ministériel de mise en place du comité technique pour l'élaboration de ce Plan est une condition de décaissement ; (ii) l'élaboration du Plan national pour le développement de l'irrigation ; (iii) la validation du Programme de relance agricole d'urgence (mesure préalable) ; (iv) l'élaboration de la méthodologie et du plan opérationnel pour la réalisation du recensement agricole général ; (v) la réalisation d'une étude/ un plan de certification des produits locaux visant une meilleure intégration de ces chaînes de valeur prometteuses au secteur du tourisme ; (vi) une étude sur la circulation et les normes de transport inter-îles des produits agricoles ; (vii) une étude de faisabilité sur la mise en place d'un mécanisme de micro-assurance agricole/climatique ; (viii) une étude sur le développement et la mise à l'échelle des technologies d'agriculture sous serre. Les études/plans se feront selon une approche d'intégration du genre.

Résultats/effets attendus du Programme : (i) la production de 10.000 tonnes de maïs, 3.750 tonnes de Haricot et 5055 tonnes de tubercules. L'intervention permettra à environ 75.000 ménages dont 50% dirigés par des femmes d'avoir un accès sécurisé à des semences et intrants en qualité suffisante. Il permettra de doter le pays d'instruments de politiques et de gouvernance du secteur agricole. Ces différentes réalisations auront un effet positif sur les revenus des ménages, ainsi que sur la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle du pays.

ANNEXE I(B)

Mesures préalables de présentation du Programme au Conseil d'administration de la Banque.

Les Mesures préalables mentionnées dans le tableau ci-dessous ont été remplies par l'Emprunteur avant la présentation du Programme au Conseil d'administration de la Banque.

	Mesures préalables à la présentation du Programme au Conseil	Pièces justificatives
1	Transmettre à la Banque la preuve de l'engagement du Gouvernement à sécuriser l'acquisition de 300 tonnes d'engrais et de semences pour la saison.	Lettre d'engagement pour l'autorisation d'importation de 300 tonnes d'engrais et semences pour la campagne 2023.
2	Transmettre à la Banque une copie du rapport du Programme de relance agricole d'urgence en réponse à la crise sur la sécurité alimentaire 2022-2024	Lettre de transmission du MAA du programme de relance post crise.
3	Transmettre à la Banque la preuve de la modification du décret-loi n°5 de 2016 visant facilitation de l'accès des agriculteurs aux semences de variétés améliorées.	Copie du décret-loi dûment approuvé.

ANNEXE II
LISTE NEGATIVE

1. La production ou le commerce d'un produit ou d'une activité considérée illégale en vertu des lois ou des règlements du pays d'accueil, ou des conventions et accords internationaux.
2. La production ou le commerce des matières radioactives, à l'exception du matériel médical et de l'équipement du contrôle de la qualité, où la Banque considère la source radioactive comme insignifiante et adéquatement protégée.
3. La production, le commerce ou l'utilisation de fibres d'amiante non adhérentes ou d'autres produits contenant comme matériau dominant l'amiante liée à d'autres substances.
4. La production ou le commerce de produits pharmaceutiques, de composés chimiques et d'autres substances nocives soumises aux sorties de phase ou aux interdictions internationales – y compris les pesticides classés par l'Organisation mondiale de la Santé dans les catégories Ia (extrêmement dangereux), Ib (très dangereux) ou II (modérément dangereux).
5. La production ou le commerce de substances qui appauvrissent la couche d'ozone, bannies au niveau international.
6. Le commerce des produits de la faune sauvage ou des animaux sauvages réglementés en vertu de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages (CITES).
7. L'achat de matériel d'exploitation forestière pour une utilisation dans les forêts tropicales primaires non aménagées.
8. La production et les activités impliquant des formes de travail forcé¹ dangereuses ou résultant de l'exploitation, et/ou du travail des enfants à caractère dangereux², tels que définis par la réglementation nationale et les standards internationaux.
9. Les biens et services fournis aux termes d'un contrat qu'une institution ou une agence financière, nationale ou internationale, autre que la Banque, a financé ou accepté de financer, ou que la Banque a financé ou accepté de financer aux termes d'un autre don ou prêt.
10. Les biens destinés à des fins militaires et/ou paramilitaires.
11. Les boissons alcoolisées.
12. Le tabac non manufacturé, les déchets du tabac, le tabac manufacturé (qu'il contienne ou non des substituts tabagiques) et les machines de traitement du tabac.
13. Le platine, les perles, les pierres précieuses et semi-précieuses, l'argent, l'or et les produits connexes.
14. Les réacteurs nucléaires et leurs composantes et les éléments combustibles non-irradiés (les cartouches) destinés aux réacteurs nucléaires.
15. Les biens destinés à une consommation de luxe.

¹ Par travail forcé, on entend tout travail ou service qui n'est pas effectué volontairement, qui est exigé d'un individu sous la menace de recourir à la force ou d'imposer une peine

² Par travail des enfants à caractère dangereux, on entend l'emploi des enfants qui est économiquement abusif, ou qui est de nature dangereuse ou de nature à interférer avec l'éducation de l'enfant, ou qui est dangereux pour la santé de l'enfant, ou encore pour son développement physique, mental, spirituel ou social.

ANNEXE III
DEFINITIONS

1. « Accord » désigne le présent Accord de prêt y inclus les textes qui y sont référencés, les attendus et les annexes, tels que périodiquement amendés.
2. « Accord d'exclusion croisée » désigne l'Accord d'exécution mutuelle des décisions d'exclusion du 9 avril 2010 conclu entre le Groupe de la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, le Groupe de la Banque interaméricaine de développement et le Groupe de la Banque mondiale, tel que périodiquement amendé. L'Accord d'exclusion croisée a pour but, lorsqu'une entité a été reconnue coupable par un signataire d'une violation de ses politiques anti-corruption, de permettre aux autres signataires d'exclure également l'entité sanctionnée de l'éligibilité aux marchés qu'ils financent.
3. « Cadre de passation de marchés » désigne (i) la Politique de passation de marchés pour les opérations du Groupe de la Banque datée d'octobre 2015, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016 ; (ii) la Méthodologie pour la mise en œuvre de la Politique de passation de marchés de la Banque ; (iii) le Manuel d'acquisitions des opérations pour la Banque ; et (iv) la Boîte à outils de la Banque pour les acquisitions, tels que périodiquement amendés.
4. « Commission d'ouverture » désigne la commission décrite et précisée à la Section 2.04 (*Commission d'ouverture*).
5. « Conditions du Taux de référence » désigne les conditions définies en Annexe IV (Conditions du Taux de référence).
6. « Conversion » signifie une conversion telle que décrite à la Section 3.01 (*Conversion en général*) du présent Accord.
7. « Conversion de monnaie » désigne le changement, pour une Monnaie approuvée, de la Monnaie du Prêt portant sur la totalité ou une fraction du principal du Prêt, que celui-ci soit décaissé ou non décaissé conformément aux Directives de conversion.
8. « Conversion de taux d'intérêt » désigne la modification, se traduisant par le passage d'un Taux de base flottant à un Taux de base fixe ou vice versa, de la base du taux d'intérêt applicable à la totalité ou à une partie du montant du Solde du Prêt décaissé, conformément aux dispositions de l'Article III (*Conversion de certains termes du Prêt*) du présent Accord.
9. « Coût(s) de résiliation de conversion » désigne les coûts supportés par la Banque du fait de l'annulation ou de l'ajustement des contrats de Conversion exécutés par la Banque sur demande de l'Emprunteur, en cas de : (i) remboursement anticipé de tout ou d'une partie du Prêt avant sa Date de maturité ; (ii) de défaut de paiement ; ou (iii) de survenance de tout autre événement pouvant entraîner la résiliation ou l'ajustement des Conversions.
10. « Date de fixation » désigne, pour les prêts à Taux de base fixe, un maximum de deux (2) Jours ouvrables avant la date de valeur du Taux de base fixe.
11. « Date de revalorisation » signifie le 1^{er} février et le 1^{er} août pour l'EURIBOR ; et le 1^{er} février, le 1^{er} mai, le 1^{er} août et le 1^{er} novembre pour le JIBAR.

12. « Dépenses éligibles » désigne les dépenses déterminées comme éligibles pour financement par le Groupe de la Banque, notamment en application de la Politique sur les dépenses éligibles au financement du Groupe de la Banque, datée de mars 2008, telle que

périodiquement amendée.

13. « Directives de conversion » désigne les Directives de conversion de certains termes du Prêt, adoptées par la Banque le 14 juillet 2014, telles que périodiquement amendées, en vigueur au moment d'une Conversion.

14. « Dollar(s) des Etats-Unis » ou « USD » désigne la monnaie ayant cours légal aux Etats-Unis d'Amérique.

15. « Durée du glissement arrière (ou *Lookback*) » désigne le nombre de jours tel qu'indiqué en Annexe IV (*Conditions du Taux de référence*).

16. « Etat(s) membre(s) » désigne un Etat membre de la Banque en vertu de l'Article 3 (*Membres et compétences géographique*) de l'Accord portant création de la Banque.

17. « EURIBOR » (*Euro Inter-Bank Offered Rate*) désigne pour chaque Période d'intérêt le taux pour les dépôts à 6 mois en euro sur le marché interbancaire de la zone euro, diffusé sous l'égide de l'Institut européen des marchés monétaires (ou tout autre entité chargée de l'administration dudit taux), affiché sur la page Euribor01 de Reuters (ou toute autre page de remplacement qui affiche ledit taux), à onze (11) heures zéro (0) minute, heure de Bruxelles, deux (2) Jours ouvrables avant la Date de revalorisation applicable. Si cette page ou ce service cesse d'être disponible, la Banque, après consultation avec l'Emprunteur, détermine une autre page ou un autre service affichant le taux pertinent.

18. « Euro(s) » ou « EUR » désigne la monnaie des Etats membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro, conformément à la législation de l'Union européenne relative à l'Union économique et monétaire.

19. « JIBAR » désigne, pour chaque Période d'intérêt, le taux déterminé chaque Date de revalorisation en utilisant le taux interbancaire de Johannesburg (*Johannesburg Interbank Agreed Rate*) pour une période de trois (3) mois, à savoir le taux moyen établi et publié par le *South African Futures Exchanges* (ou son successeur) et qui apparaît sur la page *Reuters Screen SAFEX*, exprimée en taux de rendement. Dans l'éventualité où cette page ou ce service cesse d'être disponible, la Banque, après consultation avec l'Emprunteur, détermine une autre page ou un autre service affichant le taux pertinent.

20. « Jour(s) ouvrable(s) » désigne un jour quelconque (autre que samedi ou dimanche) durant lequel les banques commerciales ou les marchés financiers sont ouverts pour les opérations relatives aux transactions financières requises par le présent Accord. La Banque détermine à sa discrétion les marchés financiers requis pour effectuer toute(s) transaction(s) financière(s) relative(s) au présent Accord, notamment :

- (i) en ce qui concerne la détermination des taux SOFR et TONA, un jour qui correspond à un Jour ouvrable TSR pour ce Prêt ;
- (ii) TARGET2 pour les revalorisations de l'EURIBOR et les paiements en EUR ;
- (iii) Johannesburg pour les revalorisations du JIBAR et les paiements en ZAR ;
- (iv) New York pour les paiements en USD ;
- (v) Tokyo pour les paiements en JPY ;
- (vi) en ce qui concerne toute Date de paiement ou d'achat d'une monnaie autre que l'EUR, le JPY, l'USD ou le ZAR, la principale place financière du pays de cette monnaie ; et
- (vii) Abidjan et Praia pour toute autre transaction en vertu du présent Accord.

21. « Jour ouvrable TSR (Jour ouvrable Taux sans risque alternatif) désigne un Jour ouvrable SOFR et un Jour ouvrable TONA.

22. « Jour ouvrable SOFR » désigne tout jour indiqué comme tel en Annexe IV (*Conditions du Taux de référence*).

23. « Jour ouvrable TONA » désigne tout jour indiqué comme tel en Annexe IV (*Conditions du Taux de référence*).

24. « Jour TARGET » signifie un quelconque jour au cours duquel TARGET2 est ouvert à l'exécution des paiements en EUR.

25. « Manuel des décaissements » désigne le Manuel des décaissements de la Banque africaine de développement de mars 2020 qui énonce les politiques, directives, pratiques et procédures de décaissement du Groupe de la Banque, tel que périodiquement amendé.

26. « Marché concerné » désigne le marché indiqué comme tel en Annexe IV (*Conditions du Taux de référence*).

27. « Marge sur coût d'emprunt » désigne la moyenne ajustée sur six (6) mois de la différence entre : (i) le taux de refinancement de la Banque en ce qui concerne les emprunts liés au Taux de base flottant concerné et affecté à tous ses emprunts à taux variable libellés dans la monnaie du Prêt ; et (ii) le Taux de base flottant applicable à chaque semestre se terminant le 30 juin et le 31 décembre ; qui sera ajouté au Taux de base flottant pertinent qui est revalorisé le 1^{er} février et le 1^{er} août. La Marge sur coût d'emprunt est fixée deux fois par an, le 1^{er} janvier pour le semestre s'achevant le 31 décembre, et le 1^{er} juillet pour le semestre s'achevant le 30 juin. Concernant les montants du Prêt auxquels une Conversion de monnaie s'applique, la Marge sur coût d'emprunt correspondante de la nouvelle Monnaie du Prêt, telle que notifiée à l'Emprunteur par la Banque, s'applique.

28. « Marge sur Prêt » désigne quatre-vingts points de base (0,80%) par an.

29. « Méthode alternative de calcul de taux composé » désigne, en rapport avec le TSR composé non-cumulatif au jour le jour, le document qui :

- (a) est adopté par la Banque après consultation avec l'Emprunteur ;
- (b) stipule la méthode de calcul pour ce taux qui annule et remplace celle mentionnée à l'Annexe V (*TSR composé non-cumulatif au jour le jour*) ; et
- (c) a été mis à la disposition de l'Emprunteur.

30. « Monnaie approuvée » désigne toute monnaie approuvée en tant que monnaie de prêt par la Banque et qui, suite à une Conversion, devient la Monnaie du Prêt.

31. « Monnaie du Prêt » a la signification qui lui est donnée dans les Conditions générales. Cependant, si le Prêt ou une fraction de celui-ci fait l'objet d'une Conversion de monnaie, la Monnaie du Prêt désigne la monnaie dans laquelle le Prêt ou une fraction de celui-ci est libellé de temps à autre, et au cas où le Prêt est libellé dans plus d'une monnaie, la « Monnaie du Prêt » désigne séparément chacune desdites monnaies.

32. « Monnaie initiale du Prêt » désigne la monnaie dans laquelle est libellé le Prêt à la Date de l'Accord de Prêt, spécifiée à la Section 2.01 (*Montant*) du présent Accord.

33. « Période d'intérêt » désigne (i) une période de six (6) mois pour l'USD, l'EUR et le JPY, ou (ii) une période de trois (3) mois pour le ZAR, basée sur le Taux de référence pertinent et commençant deux (2) mois avant une Date de paiement et prenant fin deux mois avant la Date de paiement suivante, à l'exception :

- a. de la première Période d'intérêt qui commence à courir à la date du premier décaissement du Prêt jusqu'à :
 - i. deux (2) mois avant la première Date de paiement suivant immédiatement ce décaissement, si au moins deux (2) mois séparent le premier décaissement du Prêt de la première Date de paiement ; ou alors
 - ii. deux (2) mois avant la seconde Date de paiement suivant le premier décaissement du Prêt.
- b. de la dernière Période d'intérêt, qui prend fin à la Date de maturité.

Chaque Période d'intérêt commence à courir à la date d'expiration de la Période d'intérêt précédente, même si le premier jour de cette Période d'intérêt n'est pas un Jour ouvrable. Nonobstant ce qui précède, toute période inférieure à six (6) mois pour l'USD, l'EUR et le JPY ou trois (3) mois pour le ZAR, allant de la date d'un décaissement à la Date de paiement immédiatement après un tel décaissement ou se terminant à la Date de maturité est considérée comme une Période d'intérêt.

34. « Plafond de taux d'intérêt » désigne la fixation d'une limite supérieure au Taux de base flottant applicable à la totalité ou à une partie du Solde du Prêt décaissé conformément aux dispositions de l'Article III (*Conversion de certains termes du Prêt*) du présent Accord.

35. « Plan d'action de réinstallation » ou « PR » désigne un document de planification compréhensif préparé par l'Emprunteur conformément aux Politiques de sauvegardes de la Banque spécifiant les procédures à suivre lors d'un processus de déplacement involontaire et les mesures à prendre pour indemniser les personnes et communautés affectées par le Projet. Le PR est périodiquement modifié, complété ou mis à jour de commun accord avec la Banque.

36. « Politiques anti-corruption » désigne le Cadre uniforme pour la prévention et la lutte contre la fraude et la corruption de septembre 2006, la Politique de dénonciation d'abus et de traitement des griefs du 19 janvier 2023, le Cadre de passations de marchés, l'Accord de sanctions croisées et les Procédures de sanctions du Groupe de la Banque africaine de développement du 18 novembre 2014, tels que périodiquement amendés ou complétés.

37. « Politiques de sauvegardes de la Banque » désigne les politiques, procédures et lignes directrices de la Banque et concernant les questions environnementales et sociales, incluant le Système de sauvegardes intégré du Groupe de la Banque (Déclaration de politique et sauvegardes opérationnelles et matériels d'orientation), la Politique de déplacement involontaire des populations, les Procédures d'évaluation environnementale et sociale, les Règles et procédures de fonctionnement proposées mises à jour du Mécanisme indépendant d'inspection, la Politique du Groupe de la Banque en matière de diffusion et d'accessibilité de l'information, la Politique du Groupe de la Banque en matière de réduction de la pauvreté et la Politique de genre, tels que périodiquement amendés ou complétés.

38. « Prêt » désigne, selon le cas, tout ou partie du montant maximum des ressources octroyées par la Banque en vertu du présent Accord et spécifié à la Section 2.01 (*Montant*) du présent Accord.

39. « Rand(s) sud-africain(s) » ou « ZAR » désigne la monnaie ayant cours légal en République sud-africaine.

40. « Rapport d'achèvement » désigne un rapport complet sur, entre autres, la mise en œuvre et la gestion initiale du Projet, incluant les coûts du Projet et bénéfices y associés et en découlant, l'exécution par les parties

de leurs obligations respectives en vertu du présent Accord, la réalisation des objectifs du Prêt et le plan pour assurer la soutenabilité des réalisations du Projet, que l'Emprunteur prépare et soumet à la Banque en vertu du présent Accord.

41. « Rapport de Projet » désigne le rapport préparé par l'Emprunteur en vertu du présent Accord contenant des informations sur le Projet qui comprennent notamment les sources et utilisations des fonds, y compris ceux engagés, avec les budgets correspondants, les progrès dans l'exécution du Projet et l'atteinte des résultats, ainsi que les progrès relatifs au respect des exigences en matière de sauvegardes environnementales et sociales, y compris la mise en œuvre du PGES et du PARle cas échéant, ainsi que d'autres annexes justificatives ou mettant en évidence des problèmes nécessitant une attention particulière.

42. « Revue *a priori* » désigne la revue *a priori* par la Banque des documents suivants relatifs aux acquisitions conformément aux méthodes et procédures d'acquisition de la Banque tel que défini plus amplement sous le Cadre de passation de marchés : (i) les avis d'appel d'offres généraux, (ii) les avis d'appel d'offres spécifiques, (iii) les dossiers d'appel d'offres et soumissions de proposition par les consultants ; (iv) les rapports d'évaluation des offres ou les rapports sur l'évaluation des propositions des consultants, y compris les présélections et recommandations pour l'attribution de contrats ; (v) les projets de contrats, si ceux-ci sont été modifiés et diffèrent des projets inclus les documents liés à l'offre ou la soumission, et (vi) la modification des contrats signés, et de manière générale, tout autre document ou information que la Banque pourrait requérir.

43. « SOFR » (*Secured Overnight Financing Rate*) désigne le taux indiqué comme tel en Annexe IV (*Conditions du Taux de référence*).

44. « Solde du Prêt décaissé » désigne le montant du Prêt décaissé à l'Emprunteur et non encore remboursé.

45. « Solde du Prêt non décaissé » désigne le montant du Prêt restant non décaissé du compte du Prêt.

46. « TARGET2 » désigne le Système de transferts express automatisés transeuropéens à règlement brut en temps réel (TARGET) (*Trans-European Automated Real-time Gross Settlement Express Transfer Payment System*) qui utilise une plateforme partagée unique et lancé le 19 novembre 2007.

47. « Taux au jour le jour » désigne le taux indiqué comme tel en Annexe IV (*Conditions du Taux de référence*).

48. « Taux de base fixe » désigne le taux de swap amortissable déterminé selon les conditions du marché financier et calculé à la Date de fixation sur la base du calendrier d'amortissement du montant ou du/des décaissements(s) concerné(s) du Prêt.

49. « Taux de base flottant » désigne, pour une quelconque Période d'intérêt, le Taux de Référence applicable.

50. « Taux composé de référence » désigne, en rapport avec un Jour ouvrable TSR d'une Période d'intérêt d'un Prêt, le taux annuel qui correspond au TSR composé non-cumulatif au jour le jour pour ledit Jour ouvrable TSR.

51. « Taux de référence » désigne :

- (a) le Taux composé de référence pour l'USD et le JPY ;
- (b) pour toute Période d'intérêt :
 - (i) l'EURIBOR pour l'EUR ; et
 - (ii) le JIBAR pour le ZAR ;

- (c) tout autre taux de référence comparable pour la monnaie concernée que la Banque peut déterminer conformément à la Section 3.03 (c) (*Intérêts*) des Conditions générales, si la Banque détermine que le SOFR (pour l'USD), le TONA (pour le JPY), l'EURIBOR (pour l'EUR) ou le JIBAR (pour le ZAR) a cessé définitivement d'être publié pour la devise concernée ou n'est plus le taux de référence utilisé par le marché pour la devise concernée ou, si de l'avis de la Banque, ce taux de référence n'est plus approprié aux fins du calcul des intérêts au titre du présent Accord ;
- (d) pour toute monnaie autre que l'USD, l'EUR, le JPY et le ZAR, le taux de référence notifié à l'Emprunteur par la Banque ; et
- (e) en ce qui concerne les montants du Prêt auxquels s'applique une Conversion de monnaie, le Taux de référence applicable à la nouvelle Monnaie du Prêt, tel que notifié à l'Emprunteur par la Banque.

52. « Taux sans risque (TSR) composé non-cumulatif au jour le jour » désigne, pour tout Jour ouvrable TSR d'une Période d'intérêt d'un Prêt, le taux annuel déterminé par la Banque conformément à la méthode définie à l'Annexe V (*TSR composé non-cumulatif au jour le jour*) ou, sur décision de la Banque, à toute méthode alternative de calcul de taux composé.

53. « TONA » (*Tokyo Overnight Average Rate*) désigne le taux indiqué comme tel en Annexe IV (*Conditions du Taux de référence*).

54. « Tunnel de taux d'intérêt » désigne la fixation d'une limite supérieure et d'une limite inférieure au Taux de base flottant applicable à la totalité ou à une partie du Solde du Prêt décaissé conformément aux dispositions de l'Article III (*Conversion de certains termes du Prêt*) du présent Accord.

55. « Yen(s) japonais » ou « JPY » désigne la monnaie ayant cours légal au Japon.

ANNEXE IV

CONDITIONS DU TAUX DE RÉFÉRENCE

Partie 1: Dollars

DEVISE :	Dollars
Définitions	
Durée du glissement arrière (ou Lookback) :	Sans objet.
Jour ouvrable SOFR :	désigne tout jour autre : (a) qu'un samedi ou un dimanche ; ou (b) qu'un jour pendant lequel la <i>Securities Industry and Financial Markets Association</i> (ou tout autre organisme qui lui succéderait) recommande que les départements produits de taux de ses membres soient fermés pour toute la journée à la négociation de titres du gouvernement fédéral des États-Unis.
Marché concerné :	désigne le marché pour les emprunts d'espèces au jour le jour garantis par des titres émis par le gouvernement fédéral des États-Unis.
SOFR :	désigne le taux de financement garanti au jour le jour (ou SOFR, <i>Secured Overnight Financing Rate</i>), géré par la Réserve fédérale de New York (ou toute autre personne chargée de reprendre la gestion de ce taux) publié par la Réserve fédérale de New York (ou toute autre personne chargée de reprendre la publication de ce taux).
Taux au jour le jour :	le « Taux au jour le jour » pour tout Jour ouvrable SOFR est : (a) le taux SOFR pour le Jour ouvrable SOFR en question ; ou (b) si le taux SOFR n'est pas disponible pour ce Jour ouvrable SOFR, le taux SOFR pour le Jour ouvrable SOFR précédent ; ou (c) si le taux SOFR n'est toujours pas disponible pendant cinq Jours ouvrables SOFR consécutifs, le taux SOFR pour le Jour ouvrable SOFR précédent.

Partie 2 : Yen japonais

DEVISE :	Yen japonais
Définitions	
Jour ouvrable TONA :	désigne tout jour (autre qu'un samedi ou un dimanche) pendant lequel les banques sont ouvertes à Tokyo.
Marché concerné :	désigne le marché monétaire des prêts non garantis au jour le jour en yen japonais.

Durée du glissement arrière (ou Lookback) :	Sans objet.
Taux au jour le jour :	le « Taux au jour le jour » pour tout Jour ouvrable TONA est : (a) le taux TONA pour le Jour ouvrable TONA en question ; ou (b) si le taux TONA n'est pas disponible pour ce Jour ouvrable TONA, le taux TONA pour le Jour ouvrable TONA précédent ; ou (c) si le taux TONA n'est toujours pas disponible pendant cinq Jours ouvrables TONA consécutifs, le taux TONA pour le Jour ouvrable TONA précédent.
TONA :	désigne le taux moyen au jour le jour de Tokyo (ou TONA, <i>Tokyo Overnight Average Rate</i>), géré par la Banque du Japon (ou toute autre personne chargée de reprendre la gestion de ce taux) publié par la Banque du Japon (ou toute autre personne chargée de reprendre la publication de ce taux).

ANNEXE V

TAUX SANS RISQUE (TSR) COMPOSE NON CUMULATIF AU JOUR LE JOUR

Le « Taux sans risque (TSR) composé non-cumulatif au jour le jour » désigne, en rapport avec le Jour ouvrable TSR « i » d'une Période d'intérêt d'un Prêt, le taux annuel (non arrondi, dans la mesure où cela est raisonnablement faisable pour la Banque qui effectue le calcul, en tenant compte des capacités de tout logiciel utilisé à cet effet) calculé en appliquant la formule ci-dessous :

$$(UCCDR_i - UCCDR_{i-1}) \times \frac{dcc}{n_i}$$

Où :

- « UCCDR_i » (Unannualised Cumulative Compounded Daily Rate) désigne le Taux non annualisé composé cumulatif au jour le jour pour « i ».
 - « UCCDR_{i-1} » désigne, en rapport avec « i », le Taux non annualisé composé cumulatif au jour le jour pour le Jour ouvrable TSR précédent (le cas échéant) pendant la Période d'intérêt en question.
 - « dcc » désigne soit 360, soit, lorsque la pratique sur le marché concerné est d'utiliser un nombre différent pour quantifier le nombre de jours d'une année, ledit nombre.
 - « n_i » désigne le nombre de jours calendaires à compter de « i » (inclus) jusqu'au Jour ouvrable TSR suivant (exclu).
- Le « Taux non annualisé composé cumulatif au jour le jour » ou « UCCDR » correspond, pour un Jour ouvrable TSR donné (le « Jour ouvrable TSR cumulé ») de la Période d'intérêt en question, au résultat du calcul indiqué dans la formule ci-dessous (non arrondi, dans la mesure où cela est raisonnablement faisable pour la Banque qui effectue le calcul, en tenant compte des capacités de tout logiciel utilisé à cet effet) :

$$ACCDR \times \frac{tn_i}{dcc}$$

Où :

- « ACCDR » (*Annualised Cumulative Compounded Daily Rate*) désigne le taux au jour le jour annualisé composé cumulatif pour ce Jour ouvrable TSR cumulé.
- « tn_i » désigne le nombre de jours calendaires à compter du premier jour (inclus) de la Période de cumul jusqu'au premier Jour ouvrable TSR (exclu) suivant le dernier jour de la Période de cumul.
- « Période de cumul » désigne la période comprise entre le premier Jour ouvrable TSR (inclus) de la Période d'intérêt en question jusqu'au Jour ouvrable TSR cumulé en question (inclus).
- « dcc » a le sens qui est donné à ce terme ci-dessus.

Le « Taux annualisé composé cumulatif au Jour le Jour » ou « ACCDR » pour le Jour ouvrable TSR cumulé en question, correspond au taux annuel [arrondi à la cinquième (5^e) décimale] calculé en appliquant la formule suivante :

$$\left[\prod_{i=1}^{d_0} \left(1 + \frac{\text{DailyRate}_{i-LP} \times n_i}{dcc} \right) - 1 \right] \times \frac{dcc}{tn_i}$$

Où :

« d0 » désigne le nombre de Jours ouvrables TSR pendant la Période de cumul.

« Période de cumul » a le sens qui est donné ci-dessus à ce terme.

« i » désigne une série de nombres entiers allant de un à d0, chacun représentant le Jour ouvrable TSR concerné, par ordre chronologique, de la Période de cumul.

"DailyRatei-LP » désigne, pour « i » pendant la Période de cumul, le Taux au jour le jour du Jour ouvrable TSR qui est la Durée du glissement arrière précédant « i ».

« ni » désigne, pour « i » pendant la Période de cumul, le nombre de jours calendaires à compter de « i » (inclus) jusqu'au Jour ouvrable TSR suivant (exclu).

« dcc » a le sens qui est donné à ce terme ci-dessus.

« tni » a le sens qui est donné à ce terme ci-dessus.

ANNEXE VI

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

Années	Séquence	Dates de Paiements	Remboursements
0 to 8	Différé d'amortissement		
8,5	1	15-Dec-2030	294 117,60
9	2	15-Jun-2031	294 117,60
9,5	3	15-Dec-2031	294 117,60
10	4	15-Jun-2032	294 117,60
10,5	5	15-Dec-2032	294 117,60
11	6	15-Jun-2033	294 117,60
11,5	7	15-Dec-2033	294 117,60
12	8	15-Jun-2034	294 117,60
12,5	9	15-Dec-2034	294 117,60
13	10	15-Jun-2035	294 117,60
13,5	11	15-Dec-2035	294 117,60
14	12	15-Jun-2036	294 117,60
14,5	13	15-Dec-2036	294 117,60
15	14	15-Jun-2037	294 117,60
15,5	15	15-Dec-2037	294 117,60
16	16	15-Jun-2038	294 117,60
16,5	17	15-Dec-2038	294 117,60
17	18	15-Jun-2039	294 117,60
17,5	19	15-Dec-2039	294 117,60
18	20	15-Jun-2040	294 117,60
18,5	21	15-Dec-2040	294 117,60
19	22	15-Jun-2041	294 117,60
19,5	23	15-Dec-2041	294 117,60
20	24	15-Jun-2042	294 117,60
20,5	25	15-Dec-2042	294 117,60
21	26	15-Jun-2043	294 117,60
21,5	27	15-Dec-2043	294 117,60
22	28	15-Jun-2044	294 117,60
22,5	29	15-Dec-2044	294 117,60
23	30	15-Jun-2045	294 117,60
23,5	31	15-Dec-2045	294 117,60
24	32	15-Jun-2046	294 117,60
24,5	33	15-Dec-2046	294 117,60
25	34	15-Jun-2047	294 119,20
			10 000 000,00

PROGRAMA DE PRODUÇÃO ALIMENTAR DE URGÊNCIA**Nº DO PROGRAMA: P-CV-A00-003****Nº DO EMPRÉSTIMO: 2000200006001**

Este ACORDO DE EMPRÉSTIMO, (o “Acordo”) é celebrado em 11 de agosto de 2023, entre a República de Cabo Verde (o “Mutuário”) e o BANCO AFRICANO DE DESENVOLVIMENTO (o “Banco”).

CONSIDERANDO QUE:

- (E) O Mutuário solicitou ao Banco que lhe concedesse um empréstimo através dos seus próprios recursos para apoiar no financiamento do Programa de produção alimentar de urgência (2PAU Cabo Verde/AEFPPF) (o “Programa”) conforme descrito amplamente no Anexo I (A) (*Programa, Objetivos, Resultados Esperados*) deste Acordo, atribuindo-lhe um empréstimo, cujo montante encontra-se especificado na Seção 2.01 (*Montante*) deste Acordo, nos termos das cláusulas e condições estipuladas ou referidas neste Acordo;
- (F) O Ministério da Agricultura e Ambiente do Mutuário será a Agência de Execução do Programa; e
- (G) O Programa é financiado no quadro da Facilidade Africana de produção alimentar de urgência (AEFPPF) aprovada pelos Conselhos de administração do Banco e do Fundo em 20 de maio de 2022;
- (H) O Banco aceitou colaborar no financiamento do Programa com base, nomeadamente, das Medidas prévias preenchidas pelo Mutuário, como descritas mais amplamente no Anexo I (B) (*Medidas prévias para apresentação do Programa no Conselho de Administração do Banco*) do presente acordo.

EM FÉ DO QUE, as Partes concordaram e assinaram o que se segue:

ARTIGO I**CONDIÇÕES GERAIS, DIRETIVAS****DE CONVERSÃO, DEFINIÇÕES**

Seção 1.01. Condições Gerais e Diretrizes de Conversão. *As Condições Gerais Aplicáveis aos Acordos de Empréstimo e Acordos de Garantia do Banco Africano de Desenvolvimento (Entidades Soberanas)*, datados de fevereiro de 2009, com as alterações que lhes forem sendo introduzidas (as “Condições Gerais”) e as Diretrizes de Conversão, conforme definidas neste documento, fazem parte integrante deste Acordo.

Seção 1.02. Incoerência. Em caso de contradição e de incoerência entre qualquer disposição do presente Acordo e as Condições Gerais ou as Diretrizes de Conversão, as disposições deste Acordo prevalecerão.

Seção 1.03. Definições. Salvo disposição em contrário, os termos definidos e usados neste Acordo têm os significados que lhes são atribuídos nas Condições gerais ou no Anexo III (*Definições*) do presente Acordo.

Seção 1.04. Anexos. Os Anexos deste Acordo fazem parte integrante do mesmo e produzirão efeitos como se estivessem integralmente inseridos no presente Acordo.

ARTIGO II**O EMPRÉSTIMO**

Seção 2.01. Montante. O Banco concorda em emprestar ao Mutuário, nos termos e condições enunciados ou mencionados no presente Acordo, um empréstimo de um montante não superior a 10 milhões de euros (EUR 10.000.000), que pode ser objeto de Conversão de moeda em

conformidade com as disposições do Artigo III (*Conversão de certos Termos do Empréstimo*) do presente Acordo e das Diretrizes de Conversão (o “Empréstimo”), para apoiar no financiamento do Projeto.

Seção 2.02. Maturidade do Empréstimo e Período de Carência. A maturidade do Empréstimo (a data de maturidade) é de vinte e cinco (25) anos, incluindo um período de carência de oito (8) anos (o “Período de Carência”) que começa a partir da Data da assinatura do Acordo de Empréstimo.

Seção 2.03. Datas de Pagamento. As Datas de Pagamento são:

- (a) 15 de junho e 15 de dezembro de cada ano para o USD, EUR e JPY; e
- (b) 15 de fevereiro, 15 de maio, 15 de novembro de cada ano para o ZAR.

Seção 2.04. Comissão de Abertura

- (a) O Mutuário paga ao Banco uma Comissão de Abertura não reembolsável sobre o montante do Empréstimo, igual a zero vírgula vinte e cinco por cento (0,25%) do Empréstimo. A Comissão de Abertura é paga o mais tardar até sessenta (60) dias corridos, a contar da Data de Entrada em Vigor, ou no primeiro desembolso, conforme o que ocorrer primeiro.
- (b) Dedução da Comissão de Abertura. O Mutuário poderá, mediante notificação por escrito, solicitar que a Comissão de Abertura seja paga com os recursos do Empréstimo. O Banco recebendo a notificação, deverá, em nome do Mutuário, retirar o montante equivalente à Comissão de Abertura do Empréstimo e pagar a si mesma a referida comissão.
- (c) O Mutuário paga a Comissão de abertura sobre o montante total do Empréstimo, não obstante qualquer anulação total ou parcial do Empréstimo ocorrido após a Data de Entrada em Vigor do Empréstimo.
- (d) Nenhum desembolso do Empréstimo será efetuado até que o Banco tenha recebido do Mutuário o pagamento integral da Comissão de abertura.

Seção 2.05. Comissão de Compromisso. O Mutuário pagará uma Comissão de compromisso calculada a uma taxa igual a zero vírgula vinte e cinco por cento (0,25%) ao ano sobre o Saldo do Empréstimo Não Desembolsado, que começar a contar sessenta (60) dias após a Data do Acordo de Empréstimo. O mutuário paga a Comissão de compromisso em cada Data de Pagamento, incluindo durante o Período de Carência. A Comissão cessa de contar quando o Empréstimo for integralmente desembolsado ou anulado.

Seção 2.06. Juros.

- (c) Até a primeira Conversão da Taxa de Juros, e para todas as Conversões das Taxas de Juros de uma Taxa de Base Fixa para uma Taxa de Base Flutuante, sob a reserva da Seção 2.07 (*Taxa de Juros de Substituição*) do presente Acordo, os juros devidos pelo Mutuário sobre o Saldo do Empréstimo Desembolsado, para cada Período de Juros (ou, no caso de um Empréstimo em USD ou JPY, para qualquer dia durante um Período de Juros) será a uma taxa percentual ao ano igual à soma de:
 - (i) Taxa de Base Flutuante;
 - (ii) Margem sobre o Custo de Financiamento;

- (iii) Margem sobre o Empréstimo; e
- (iv) Prémio de Maturidade de vinte (20) pontos base por ano;

Se por acaso, os juros a pagar forem inferiores a zero, a taxa de juro será considerada zero por cento.

- (d) Se um qualquer dia durante um Período de Juros para um Empréstimo em USD ou JPY não for um Dia útil, a taxa de juros desse Empréstimo para esse dia será a taxa aplicável ao Dia útil anterior.
- (e) Notificação das Taxas de Juros. O Banco notifica o Mutuário da taxa de juros aplicável para cada Período de Juros assim que determinar tal taxa.
- (f) De acordo com uma conversão de taxa de juros, de uma taxa de base flutuante para uma taxa de base fixa, os juros devidos pelo Mutuário sobre o Saldo do Empréstimo Desembolsado, para cada Período de Juros, sob reserva da Seção 2.07 (Taxa de Juros de Substituição) do presente Acordo, será uma taxa percentual ao ano igual à soma de:
 - (i) Taxa de Base Fixa;
 - (ii) Margem sobre o Custo de Financiamento;
 - (iii) Margem sobre o Empréstimo; e
 - (iv) Prémio de Maturidade de 20 (vinte) pontos base ao ano;

Se por acaso, os juros a pagar forem inferiores a zero, a taxa de juro será considerada como sendo de zero por cento

- (g) Pagamento de Juros. O Mutuário paga os juros vencidos referidos nos parágrafos (a) e (d) mencionados mais acima em cada Data de Pagamento, inclusive durante o Período de Carência.

Seção 2.07. Taxa de Juros de Substituição. Se, por qualquer motivo, o Banco não puder determinar ou calcular a Taxa de Base Flutuante ou a Taxa de Base Fixa (tratando-se de montantes para os quais uma Taxa de Base Fixa não foi previamente determinada) não pode ser determinada ou calculada, de acordo com a Seção 2.06 (*Juros*) deste Acordo, o Banco notifica e consulta imediatamente o Mutuário. O Banco e o Mutuário deverão se concertar com vista em acordar de uma taxa de juros de substituição de acordo com a Seção 3.03 (b) e (c) (*Juros*) das Condições Gerais.

Seção 2.08. Cálculos. Os juros e a Comissão de Compromisso sob este Acordo são calculados com base no número dos dias efetivamente decorridos (incluindo o primeiro dia, mas excluindo o último dia) durante o período para o qual tais juros ou a referida comissão de imobilização são aplicáveis. Para este efeito: (i) cada ano é considerando um ano de trezentos e sessenta dias corridos (360) para USD; e EUR (ii) um ano de trezentos e sessenta e cinco (365) dias para ZAR e JPY; e (iii) em relação a qualquer moeda que não seja USD, EUR, JPY e ZAR, os dias corridos da convenção de mercado são determinados pelo Banco e notificados ao Mutuário.

Seção 2.09. Reembolso do Capital. Sem prejuízo da Seção 7.01 (*Caso de Exigibilidade Antecipada*) das Condições Gerais, o Mutuário reembolsa o Saldo do Empréstimo Desembolsado num período de dezassete (17) anos após o término do Período de Carência, de oito (8) anos através de trinta e quatro (34) prestações semestrais iguais e consecutivas, pagáveis em cada Data de Pagamento, nos termos do quadro de amortização anexado no Anexo VI (*Quadro de amortização*) do presente acordo. A primeira dessas prestações é feita na primeira Data de Pagamento,

imediatamente após o termo do Período de Carência.

Seção 2.10. Reembolso Antecipado.

- (f) De acordo com as disposições da Seção 3.06 (*Reembolso e Reembolso Antecipado*) das Condições Gerais, o Mutuário tem o direito de reembolsar a totalidade ou uma parte do Saldo do Empréstimo Desembolsado antes do seu vencimento, sem quaisquer encargos advenientes do reembolso antecipado, exceto quaisquer Custos de Antecipação que serão determinados pelo Banco e notificados ao Mutuário.
- (g) Se um dos montantes para reembolsar ao título do Empréstimo é objeto de uma Conversão, o Mutuário paga no momento do reembolso antecipado, os Custos da rescisão de Conversão, e os encargos de transação para a rescisão antecipada da Conversão, no montante ou na taxa conforme notificada pelo Banco e em vigor no momento da receção pelo Banco do aviso de reembolso antecipado.
- (h) Salvo se for explicitamente expresso pelo Mutuário na notificação de reembolso antecipado, os montantes objeto de reembolso antecipado são aplicados numa base pro-rata a todos os montantes vencidos do Empréstimo, que se encontram em dívida.
- (i) Qualquer reembolso antecipado parcial relativo a um montante do Empréstimo, para o qual uma Conversão foi efetuada, deve ser pelo menos igual ao montante mínimo para as Conversões previsto nas Diretrizes de Conversão.
- (j) O Mutuário não pode voltar a contrair empréstimos junto do Banco, sobre os montantes objeto de reembolso antecipado nos termos deste Acordo.

Seção 2.11. Pagamentos Parciais. Se o Mutuário, a qualquer momento, proceder a um pagamento ao Banco que é inferior ao montante total de todas as quantias devidas e pagáveis ao Banco, em virtude deste presente Acordo, o referido pagamento é, salvo decisão em contrário do Banco, aplicado na seguinte ordem: Comissão de Abertura, Comissão de Imobilização, Custos de Rescisão da Conversão e Encargos de transação se aplicáveis, juros e, por último, o capital.

Seção 2.12. Moedas, Modo e Local de Pagamentos.

- (a) Sem prejuízo das disposições da Seção 4.04 (*Substituição Temporária da Moeda*) das Condições Gerais, qualquer montante devido ao Banco nos termos deste Acordo deve ser pago na Moeda do Empréstimo.
- (b) Todos os pagamentos devidos ao Banco em virtude deste Acordo são efetuados sem serem objeto de nenhuma restrição, de retenção de taxa, de dedução ligada as despesas de câmbio, de custos de transferência bancária nem outras comissões de transferência, nem nenhum outro encargo de qualquer natureza que seja.
- (c) Esses montantes são pagos numa conta bancária do Banco indicada ao Mutuário. O mutuário é libertado da sua obrigação de pagamento de qualquer montante devido ao Banco ao título do presente Acordo quando o Banco tenha efetivamente recebido o montante total devido na Moeda do Empréstimo na data de vencimento. Caso a data de vencimento não seja um Dia Útil, este montante deve ser pago de forma que seja efetivamente recebido pelo Banco no próximo Dia Útil na sua conta, sendo que os juros e a Comissão de Compromisso continuam a correr neste intervalo.

Seção 2.13. Certificados e Determinações. Qualquer certificação ou determinação feita pelo Banco relativa a uma taxa ou montante ao abrigo deste Acordo constitui, na ausência de erro manifesto, evidência conclusiva dos assuntos a que se refere.

ARTIGO III

CONVERSÃO DE CERTOS TERMOS DO EMPRESTIMO

Seção 3.01. Conversão em geral O Mutuário pode, a qualquer momento, solicitar que as Conversões abaixo sejam aplicadas à uma fração qualquer do Empréstimo, a fim de facilitar a gestão prudente da dívida: (i) Conversão de Moeda; (ii) Conversão da Taxa de Juros; (iii) Teto da Taxa de Juros; ou (iv) Colar de Taxa de Juros. Cada uma dessas solicitações é submetida pelo Mutuário ao Banco de acordo com as Diretrizes de Conversão e, mediante aceitação pelo Banco, a Conversão solicitada é considerada uma Conversão para os fins deste Acordo e implementada em conformidade com as Diretrizes de Conversão.

Seção 3.02. Taxas de conversão. O Mutuário deve, mediante notificação por escrito do Banco pagar à este último:

- (c) os encargos de transação aplicáveis para a Conversão e para cada rescisão antecipada de uma Conversão, incluindo qualquer rescisão antecipada relativa ao reembolso antecipado ou exigibilidade antecipada do Empréstimo, de acordo com as disposições da Seção 2.10 (b) (*Reembolso Antecipado*) do presente Acordo e Seção 7.01 (*Caso de Exigibilidade Antecipada*) das Condições Gerais; e
- (d) Custos de Rescisão da Conversão, se necessário, para cada rescisão antecipada de uma Conversão, no montante ou na taxa, na moeda e nos lugares indicados periodicamente pelo Banco, de acordo com as Diretrizes das Conversão aplicáveis.

ARTIGO IV

ENTRADA EM VIGOR E DESEMBOLSO

Seção 4.01. Entrada em vigor. A entrada em vigor do presente Acordo está subordinada ao cumprimento pelo Mutuário e satisfação do Banco, das condições previstas na Seção 12.01 (*Entrada em Vigor*) das Condições Gerais.

Seção 4.02. Desembolso. Os recursos do Empréstimo serão desembolsados pelo Banco, ao abrigo das disposições do (a) Artigo V (*Desembolso do Empréstimo*) das Condições Gerais; (b) Manual de Desembolso; (c) Carta de Desembolso; (d) Artigo IV (*Entrada em vigor e desembolso*) do presente Acordo; e (e) todas as outras instruções adicionais que o Banco notificará ao Mutuário, para financiar as Despesas Elegíveis, do Projeto.

Seção 4.03. Moedas de Desembolso. Sob reserva da Seção 4.04 (*Substituição temporária da moeda*) das Condições Gerais, todos os desembolsos do Empréstimo serão efetuados pelo Banco a favor do Mutuário serão denominados na Moeda Original do Empréstimo, a menos que não façam parte de uma Conversão da Moeda de acordo com as disposições do Artigo III (*Conversão de certos Termos do Empréstimo*) deste Acordo e das Diretrizes de Conversão.

Seção 4.04. Condições Precedentes ao Primeiro Desembolso. Para além da entrada em vigor do presente Acordo conforme o disposto na Seção 4.01 (*Entrada em Vigor*), mais acima mencionado a obrigação do Banco de fazer o primeiro desembolso do Empréstimo esta sujeita à transmissão ao Banco da parte do Mutuário, dos documentos seguintes:

- (a) Prova de abertura de uma conta especial em nome de 2PAU/CV-AEFPF nos livros do Tesouro Público no qual os recursos do empréstimo serão transferidos;

- (b) os relatórios gerais de conformidade do Tribunal de Contas para o exercício 2020, satisfatórios no fundo e forma pelo Banco;
- (c) uma cópia da convenção entre a Direção Geral da Agricultura, Silvicultura e Pecuária (DGASP) do Ministério da Agricultura e Ambiente (MAA) com o Instituto Nacional de Investigação e Desenvolvimento Agrário (INIDA) devidamente assinado para a implementação de redes multiplicadores de sementes de milho e feijões e a produção de sementes hortícolas;
- (d) A prova da inscrição do desembolso no exercício 2023 que deverá figurar de forma distinta no Orçamento de execução na rubrica dedicado aos investimentos externos;
- (e) Uma cópia devidamente assinada da Portaria Ministerial que implementa o Comité técnico para elaborar o Plano de desenvolvimento e Transformação Agrícola em cabo Verde (PTDA 2023-2028); e
- (f) Uma cópia do Plano de operacionalização do Laboratório de análise de solos do INIDA

Seção 4.05. Despesas ilegíveis. O Mutuário compromete-se a não utilizar os recursos do Empréstimo para financiar qualquer atividade listada no Anexo II (*Lista Negativa*) deste Acordo. Se o Banco determinar que, a qualquer momento, uma parte dos recursos do Empréstimo foi usada pelo Mutuário para efetuar um pagamento de uma Despesa Não Elegível, o Mutuário deverá, a pedido do Banco, reembolsar imediatamente um montante igual ao valor de tais despesas. Os montantes, reembolsados de acordo com solicitação do Banco são cancelados

Seção 4.06. Data de encerramento. Para fins da Seção 6.03 (*Anulação pelo Banco*) das Condições Gerais, a Data de encerramento será 31 de dezembro de 2024, ou qualquer data posterior que seja acordada por escrito entre o Mutuário e o Banco.

ARTIGO V

COMPROMISSOS

Seção 5.01. O Mutuário compromete-se respeitar os objetivos do Projeto. Para esse efeito, o Mutuário executa o Projeto e faz com que a Agência de Execução e seus contratados e/ou seus agentes executem o Projeto, de acordo com as disposições do Artigo IX (*Execução do Projeto - Cooperação e Informação*) das Condições Gerais.

Seção 5.02 Disposições Institucionais.

- (a) O Ministério responsável pela Agricultura (MAA) é a Agência de Execução do Programa.
- (b) A coordenação será confiada à Diretora Geral da Agricultura, Silvicultura e Pecuária (DGASP). Será o ponto focal do MAA responsável pelo acompanhamento da operação. Será implementado um Comité Técnico (CT) de seguimento presidido pelo MFFE e seu representante, e composto pelo MAA ou pelo seu representante e pelas direções/serviços em causa, incluindo o Ponto Focal Género indicado pelo Instituto Cabo-verdiano para a Equidade e Igualdade de Género (ICIEG). O comité será responsável pela supervisão do Programa e da avaliação das necessidades de sementes, fertilizantes e apoio em termos de assessoria e coordenação das operações. O Governo transmitirá ao Banco as provas da criação do CT e da nomeação do Ponto Focal.

Seção 5.03. Salvaguardas Ambientais e Sociais. O Mutuário compromete-se em assegurar que a Agência de Execução,

cada um dos seus contratados, subcontratados e agentes:

- (a) executem o Projeto de acordo com o Plano de Gestão de Pestes (PGP), e o seu anexo sobre o Mecanismo de Reparação de Queixas, as Políticas de salvaguardas do Banco e a legislação nacional aplicável de maneira e substância satisfatórias para o Banco;
- (b) preparem e apresentem ao Banco, no âmbito do Relatório do Programa mencionado na Seção 8.01 (*Relatório do Projeto*) deste Acordo, relatórios trimestrais sobre a implementação do PGP incluindo as lacunas identificadas e as medidas corretivas que foram incluídas;
- (c) absterem-se de tomar qualquer ação que impeça ou interfira na implementação do PGAS, incluindo qualquer alteração, suspensão, derrogação e/ou anulação de qualquer disposição do mesmo, seja no todo ou em parte, sem o consentimento prévio por escrito do Banco;

Seção 5.04 Integridade. O Mutuário implementa, e fará com que a Agência de Execução e qualquer um dos seus contratados e/ou seus agentes executem o Projeto de acordo com as disposições das Políticas Anticorrupção.

Seção 5.05. Outros compromissos. O Mutuário compromete-se a cumprir o seguinte:

- (a) Confirmar ao Banco, no prazo de 30 (trinta) dias a contar do recebimento dos recursos, a transferência dos fundos na conta do Tesouro, indicando o valor recebido, a taxa de câmbio aplicada e as datas de recebimento e transferência.
- (b) Confirmar ao Banco, no prazo de 60 (sessenta) dias após o recebimento dos fundos, as provas de aprovação do Plano de Gestão de Pestes (PGP) pelas autoridades nacionais competentes e pelo Banco, bem como as provas de publicação do PGP pelo Mutuário e pelo Banco;
- (c) Enviar ao Banco, comprovante da inclusão do Empréstimo no Orçamento de Execução do exercício de 2023 até 31 de março de 2023; e
- (d) Enviar ao Banco a prova de inscrição da operacionalização do Laboratório de análise de solos no orçamento do MAA o mais tardar até 31 de março de 2023;
- (e) Enviar, logo da aprovação do financiamento do Programa, a prova da implementação de um Comitê Técnico (CT) responsável pelo seguimento do Programa;
- (f) Enviar ao Banco, após a aprovação do financiamento do Programa, a prova da designação da Diretora Geral de Agricultura, Silvicultura e Pecuária (DGASP) como ponto focal do MAA

ARTIGO VI

RECURSOS ADICIONAIS DO BANCO

Seção 6.01. Outras causas de suspensão. Para efeitos da Seção 6.02 (1) (I) (*Outras Causas de Suspensão*) das Condições Gerais, outra causa de suspensão do empréstimo é a seguinte:

- a) Ocorrência de qualquer evento que, na opinião do Banco, interfira ou ameace bloquear a boa execução do Projeto ou a realização dos seus objetivos.

Seção 6.02. Outras causas de exigibilidade antecipada. Além das causas mencionadas na Seção 7.01 (Casos de

exigibilidade *antecipada*) das Condições Gerais, outra causa de exigibilidade antecipada é a seguinte:

- a) O evento especificado na Seção 6.01 (*Outras causas de suspensão*) deste Acordo ocorreu e continuou por um período de trinta (30) dias após a notificação do referido evento pelo Banco ao Mutuário ou em data posterior que seja acordada por escrito entre o Mutuário e o Banco.

ARTIGO VII

AQUISIÇÕES PÚBLICAS

Seção 7.01. Aquisições Públicas. Todos os Bens, Obras, Serviços que não sejam de Consultoria e Serviços de Consultoria necessários para a realização do Projeto e a serem financiados com os recursos do Empréstimo serão adquiridos de acordo com as disposições enunciadas Quadro de Aquisições e no Plano de Aquisições do Mutuário.

Seção 7.02. Definições. Salvo disposições em contrário, os termos em maiúsculas usados neste Artigo VII (*Aquisições*), incluindo aqueles que descrevem métodos de aquisição específicos ou métodos de revisão pelo Banco de Acordos específicos, têm os significados atribuídos a eles no Quadro das Aquisições Públicas.

Seção 7.03. Utilização do sistema de Contratação Pública do Banco

- (a) Elegibilidade. Os recursos do Empréstimo serão utilizados para a aquisição de bens, obras, serviços que não sejam serviços de consultoria e serviços de consultoria, de acordo com as disposições aplicáveis do país de origem, conforme exigido pela Lei n.º 88/VIII/2015, de 14 de abril de 2015, sobre o Código dos Contratos Públicos (o "Sistema de Contratação do Mutuário"), desde que os recursos do Empréstimo não sejam utilizados para financiar a aquisição:
 - (i) serviços de empresas de um país excluído ou de bens produzidos num país excluído em conformidade com a decisão do Conselho de Segurança das Nações Unidas nos termos do Capítulo VII da Carta das Nações Unidas; e/ou
 - (ii) empresas sancionadas pelo Banco de acordo com suas Políticas Anticorrupção; e/ou
 - (iii) bens fabricados ou serviços prestados a partir do território de Estados que não sejam Estados membros para contratos cujo valor exceda um milhão de Unidades de Conta (1 000 000 UC.) para bens, seis milhões de Unidades de Conta (6 000 000 UC.) para obras e trezentas mil Unidades de Conta (300 000 UC.) para serviços de consultoria.
- (b) Métodos. Cada Contrato relativo aos bens, obras, serviços que não sejam de consultoria, e serviços de consultoria necessários para o Projeto deve ser adquirido de acordo com o Sistema de contratação pública do Mutuário usando os documentos padrões nacionais de concurso ou os processos tipo de concursos nacionais e em conformidade com os métodos prescritos no Plano de Contratação Pública.
- (c) Reserva de direitos pelo Banco. O Banco reserva-se o direito de exigir, a seu exclusivo critério, o uso de seus próprios métodos e procedimentos de aquisição no caso de:
 - (v) uma revisão introduzida no Sistema de Contratação do Mutuário resulta em um impacto negativo e substancial na execução das atividades de compras no âmbito do Projeto;

- (vi) uma auditoria revela lacunas e inconsistências no Sistema de Contratação Pública; ou
- (vii) as reclamações não são adequadamente tratadas no âmbito dos procedimentos e mecanismos de tratamento das reclamações do Mutuário, que já não asseguram mais recursos credíveis ou um mecanismo para a resolução imparcial e justa de litígios; e ou
- (viii) qualquer outro evento ou circunstância que, na opinião do Banco, exija a utilização dos métodos e procedimentos de contratação do Banco (MPA).

(d) Auditoria das aquisições realizadas.

- (i) O mutuário deve proceder a uma auditoria anual pelo Tribunal de Contas, em conformidade com o Sistema de Aquisições do mutuário. O mutuário apresentará ao Banco os relatórios anuais de auditoria de aquisições no prazo máximo de seis (6) meses após o final de cada ano civil;
- (ii) O Banco pode, a seu exclusivo critério, exigir que auditorias independentes ou verificações de contratações públicas sejam realizadas por auditores independentes nomeados pelo Banco. Os custos das auditorias ou verificações independentes serão suportados pelo Banco.

Seção 7.04. Relatórios e Conservação de Documentos

- (a) O Mutuário conserva e arquivará e fará com que a Agência de Execução conserve e arquivará todas as informações relevantes relativas às atividades de aquisição realizadas para o Projeto e inclua essas informações em cada Relatório do Projeto a ser apresentado ao Banco trimestralmente, de acordo com as disposições da Seção 8.01 (*Relatório do Projeto*) deste Acordo.
- (b) O Mutuário conserva e fará com que a Agência de Execução conserve todos os justificativos (todos os contratos, pedidos, faturas, notas, recibos e outros documentos) que atestam as despesas financiadas através do Empréstimo, para exame periódico pelo Banco de acordo com a Seção 9.09 (c) (*Contas, Registos e Auditoria*) das Condições Gerais.
- (c) Não obstante o disposto no parágrafo (b) acima, em caso de investigação levada a cabo pelo Banco no âmbito do Projeto, o Banco pode, mediante notificação por escrito, exigir que o Mutuário mantenha todos os registos (incluindo contratos, pedidos, faturas, notas, recibos e todos os outros documentos) que comprovem as despesas financiadas com o Empréstimo por um período mais longo, conforme estipulado na notificação, incluindo, sem limitação, os seguintes casos: (i) o Mutuário falta a sua obrigação de apresentar os relatórios de auditoria do Projeto; (ii) os relatórios de auditoria do Projeto, com as reservas são recebidos pelo Banco; e/ou (iii) despesas ineligiáveis foram efetuadas pelo Mutuário e não foram totalmente reembolsadas ao Banco.

ARTIGO VIII

RELATORIOS DO PROJETO

Seção 8.01. Relatório de Projeto. O Mutuário segue e assegura que a Agência de Execução acompanhe o progresso do Projeto e prepare Relatórios do Projeto de acordo com as disposições da Seção 9.09 (*Contas, Registos e Auditoria*)

das Condições Gerais e com base em indicadores aceitáveis para o Banco. Cada Relatório cobre um período de um (1) semestre e é submetido ao Banco no prazo máximo de quarenta e cinco (45) dias após o final do período abrangido por tal relatório.

Seção 8.02. Relatório Final. O Mutuário deverá preparar e submeter ao Banco um Relatório de conclusão do Projeto, no prazo máximo de seis (6) meses após a Data de Encerramento de acordo com a Seção 9.10 (*Relatório Final*) das Condições Gerais,

ARTIGO IX

GESTÃO FINANCEIRA

Seção 9.01. Controlo interno. O Mutuário deve e fará com que a Agência de Execução mantenha registos e adote procedimentos adequados de acordo com as disposições da Seção 9.09 (*Contas, Registos e Auditoria*) das Condições Gerais.

Seção 9.02 Auditoria Financeira.

O Mutuário apresenta ao Banco, o relatório de auditoria dos fluxos dos fundos do Programa realizado pelo Tribunal de Contas para o exercício de 2023 e, posteriormente, para cada ano do Programa. Os relatórios de auditoria deverão ser apresentados ao Banco no prazo máximo de 12 (doze) meses após o término de cada exercício social em que o desembolso tenha ocorrido

ARTIGO X

REPRESENTANTES AUTORIZADOS - DATA - ENDEREÇOS

Seção 10.01. Representantes autorizados. O Ministro responsável pelas Finanças, ou outra pessoa que o mesmo possa designar por escrito, é o representante autorizado ao abrigo do Artigo XI (*Disposições Diversas*) das Condições Gerais.

Seção 10.02. Data do Acordo de Empréstimo. Para todos os fins, a data deste Acordo será aquela que consta no preâmbulo deste documento.

Seção 10.03. Endereços. Ao abrigo do artigo XI (disposições diversas) das Condições Gerais são especificados os seguintes endereços:

Para o Mutuário:

Ministro das Finanças e do
Fomento Empresarial
Avenida Amílcar Cabral
CP nº 30

Praia
CABO VERDE

Telefone: (238) 260 75 00
(238) 260 75 01

Fax: (238) 261 38 97
(238) 261 75 23

E-mail: soeli.d.santos@mf.gov.cv/
gilson.g.pina@mf.gov.cv

Atenção: Ministro das Finanças e do
Fomento Empresarial

Para o Banco: Endereço da Sede:
Banco Africano de Desenvolvimento
01 B.P. 1387

Abidjan 01
REPUBLIC OF COTE D'IVOIRE
Telephone: (225) 27 20.26.39.00

Atenção: Diretor, AHAI

EM TESTEMUNHO DO QUE o Mutuário e o Banco, cada um agindo através do seu representante autorizado, assinaram este Acordo em dois (2) exemplares originais em língua francesa.

PARA A REPUBLICA DE CABO VERDE

OLAVO AVELINO GARCIA CORREIA

VICE-PRIMEIRO MINISTRO, MINISTRO DAS FINANÇAS E DO FOMENTO EMPRESARIAL

PARA O BANCO AFRICANO DE DESENVOLVIMENTO

JOSEPH RIBEIRO

DIRETOR GERAL ADJUNTO

ESCRITÓRIO REGIONAL DE DESENVOLVIMENTO E DE PRESTAÇÃO

DE SERVIÇOS PARA A AFRICA OCIDENTAL

ANEXO I(A)

DESCRIÇÃO DO PROGRAMA

B. Programas, Objetivos e Resultados Esperados

Descrição: Este programa é uma operação de apoio orçamental setorial que abrange os exercícios orçamentais de 2023-2024.

Objetivos: O objetivo do Programa é contribuir para a transformação agrícola e a segurança alimentar. Seu objetivo específico é aumentar a produção agrícola e a renda dos produtores (milho, feijão, hortaliças) no curto e médio prazo, e fortalecer a resiliência dos agricultores contra a longa seca que atinge o país.

O Programa é dividido em três componentes:

Componente A: Melhorar o acesso a sementes certificadas e suporte consultivo

O programa apoiará as seguintes medidas: (i) a aquisição de 35 toneladas de sementes de milho de qualidade em benefício dos produtores, 20 toneladas de sementes de feijão e estacas de raízes e tubérculos (20.000 mudas de mandioca e 300.000 de batata-doce); (ii) a assinatura de um acordo de parceria entre a MAA e a INIDA para o fornecimento de sementes pré-básicas de milho e feijão e a implementação de uma rede de multiplicadores de sementes (condição de desembolso); (iii) promoção da produção de 600 kg de sementes de hortaliças em estufa (modelo INIDA); (iv) Ampliação de escolas de campo em estufa para disseminação de inovações tecnológicas e boas práticas agrícolas; (v) Produção e disseminação de informações e serviços climáticos para 10.000 produtores; e (vi) a implementação do roteiro da política de sementes da CEDEAO e a aprovação do decreto regulamentar da Lei n.º 5 de 2016 e do Decreto-lei n.º 06/2018 para facilitar o acesso dos agricultores às sementes de variedades melhoradas (medida preliminar).

Componente B: Melhorar o acesso aos fertilizantes nas explorações agrícolas

O Programa apoiará as seguintes medidas para facilitar o acesso aos fertilizantes: (i) a aquisição de 300 toneladas de fertilizantes em 2023 e 2024. Com efeito, o Governo mobilizará e assegurará os recursos financeiros (pagamento de impostos e alfândegas), necessários à aquisição de fertilizantes para satisfazer boa parte das necessidades das culturas praticadas no país, nomeadamente a produção de hortaliças. A carta de compromisso do Governo de autorizar a importação de mais 300 toneladas de fertilizantes e sementes é uma pré-apresentação do relatório ao Conselho; (ii) apoio ao INIDA para o desenvolvimento e difusão de tecnologias de produção de estrume orgânico; (iii) modernização do sistema de informação geográfica (SIG/INIDA), para a produção de mapas de adequação do solo com o objetivo de uma abordagem agroecológica baseada no uso racional e inteligente do clima; (iv) operacionalização do laboratório de solos do INIDA; (v) o alargamento do sistema de recenseamento pecuário digitalizado para o registo das explorações agrícolas (incorporando a discriminação por género) para a distribuição de insumos, equipamentos agrícolas e serviços de apoio à assessoria e a efetiva implementação da fase piloto do projeto de digitalização para a safra agrícola de 2023.

Componente C: Melhorar a governação e a execução das políticas públicas no setor agrícola

O programa apoiará: (i) a elaboração do Plano de Desenvolvimento e Transformação Agrícola (PTDA 2023-2028). A assinatura da Portaria que cria o comité técnico para a elaboração deste Plano é condição de desembolso; (ii) elaboração do Plano Nacional de Desenvolvimento da Regadia; (iii) validação do Programa de Recuperação Agrícola de Emergência (medida preliminar); (iv) o desenvolvimento da metodologia e do plano operacional para a realização do recenseamento geral agropecuário; (v) a realização de um plano de estudo/certificação de produtos locais com vista a uma melhor integração destas promissoras cadeias de valor no setor do turismo; (vi) um estudo sobre a circulação e as normas de transporte interilhas dos produtos agrícolas; (vii) um estudo de viabilidade sobre a criação de um regime de microseguro agrícola/climático; (viii) um estudo sobre o desenvolvimento e a expansão de tecnologias de cultivo em estufa. Os estudos/planos basear-se-ão numa abordagem de integração da perspectiva de género.

Résultats/effets attendus du Programme : (i) la production de 10.000 tonnes de maïs, 3.750 tonnes de Haricot et 5055 tonnes de tubercules. A intervenção permitirá que cerca de 75 mil famílias, 50% das quais chefiadas por mulheres, tenham acesso seguro a sementes e insumos de qualidade suficiente. Fornecerá ao país instrumentos de política e governança para o setor agrícola. Essas várias conquistas terão um efeito positivo na renda das famílias,

bem como na situação de segurança alimentar e nutricional do país.

ANEXO I (B)

Medidas prévias para apresentação do Programa ao Conselho de Administração do Banco.

As Medidas prévias referidas na tabela abaixo foram preenchidas pelo Mutuário antes da apresentação do Programa ao Conselho de Administração do Banco.

	Medidas prévias para apresentação do programa ao Conselho	Documentos comprovativos
1	Comprovar o compromisso do Governo em garantir a aquisição de 300 toneladas de fertilizantes e sementes para a safra.	Carta de compromisso para autorização de importação de 300 toneladas de fertilizantes e sementes para a safra de 2023.
2	Fornecer ao Banco uma cópia do relatório do Programa de Recuperação Agrícola de Emergência em Resposta à Crise sobre segurança alimentar 2022-2024	Carta do MAA do Programa de relance pós crise.
3	Fornecer ao Banco prova da alteração do Decreto-lei n.º 5, de 2016, para facilitar o acesso dos agricultores a sementes de variedades melhoradas.	Cópia do Decreto-lei devidamente aprovado

ANEXO II

LISTA NEGATIVA

16. A produção ou comércio de um bem ou atividade considerada ilegal de acordo com as leis ou regulamentos do país anfitrião, ou convenções e acordos internacionais.

17. Produção ou comércio de materiais radioativos, com exceção do equipamento médico e do equipamento de controlo de qualidade, em que o Banco considera que a fonte radioativa é insignificante e está adequadamente protegida.

18. Produção, comércio ou utilização de fibras de amianto não aderentes ou de outros produtos que contenham amianto ligado a outras substâncias como matéria dominante.

A produção ou comercialização de produtos farmacêuticos, compostos químicos e outras substâncias nocivas sujeitas a saída gradual ou proibições internacionais – incluindo pesticidas classificados pela Organização Mundial da Saúde como Categoria Ia (extremamente perigoso), Ib (muito perigoso) ou II (moderadamente perigoso).

19. Produção ou comércio de substâncias que empobrecem a camada de ozono internacionalmente proibidas.

20. Comércio de produtos da fauna selvagem ou animais selvagens regulados pela Convenção sobre o Comércio Internacional de Espécies da Fauna e da Flora Selvagens (CITES).

21. Aquisição de equipamentos de exploração florestal para uso em florestas tropicais primárias não planeadas.

22. Produção e atividades que envolvam formas perigosas de trabalho forçado¹ ou resultantes da exploração e/ou trabalho infantil perigoso², tal como definido pelas regulamentações nacionais e normas internacionais.

23. Bens e serviços fornecidos ao abrigo de um contrato que uma instituição ou agência financeira, nacional ou internacional, que não o Banco, tenha financiado ou concordado em financiar, ou que o Banco tenha financiado ou concordado em financiar ao abrigo de outra donativo ou empréstimo

24. Bens destinados a fins militares e/ou paramilitares.

25. Bebidas alcoólicas.

26. Tabaco não manufacturado, resíduos de tabaco, tabacos manufacturados (mesmo contendo ou não substitutos do tabaco) e máquinas de transformação do tabaco.

27. Platina, pérolas, pedras preciosas e semipreciosas, prata, ouro e produtos afins.

28. Reatores nucleares e seus componentes e elementos combustíveis não irradiados (cartuchos) para reatores nucleares.

29. Bens para consumo de luxo.

ANEXO III

DEFINIÇÕES

1. “Acordo” designa o presente Acordo de empréstimo incluindo todos os seus anexos e Considerandos, que podem ser emendados periodicamente.

2. « Acordo de exclusão cruzada » significa o Acordo sobre a Execução Mútua das execuções de Impedimento, de 9 de abril de 2010, entre o Grupo Banco Africano de Desenvolvimento, o Banco Asiático de Desenvolvimento, o Banco Europeu de Reconstrução e Desenvolvimento, o Grupo Banco Interamericano de Desenvolvimento e o Grupo Banco Mundial, conforme as alterações feitas periodicamente. O objetivo do Acordo de Exclusão Cruzada é, quando uma

entidade foi considerada culpada por um signatário de uma violação de suas políticas antissuborno, permitir que outros signatários também excluam a entidade sancionada da elegibilidade para os contratos que financiam.

3. “Quadro de Aquisições” significa (i) Política de Aquisições para Operações Financiadas pelo Grupo do Banco, datada de outubro de 2015 e efetiva a 1 de janeiro de 2016; (ii) Metodologia de Implementação da Política de Aquisições do Banco Africano de Desenvolvimento; (iii) Manual de Aquisições de Operações para o Banco Africano de Desenvolvimento; e (iv) Kit de Ferramentas de Aquisições para o Banco Africano de Desenvolvimento, pois o mesmo pode ser alterado periodicamente

4. «Comissão de abertura» significa a comissão descrita e especificada na Seção 2.04 (Comissão de abertura)

5. «Condições da Taxa de Referência» significa as condições definidas no anexo IV (Condições da taxa de referência)

6. “Conversão” significa uma conversão conforme descrito na Seção 3.01 (*Conversões gerais*) deste Acordo

7. “Conversão da moeda” significa uma alteração da Moeda do Empréstimo, da totalidade ou parte do montante desembolsado ou não do Empréstimo, para uma Moeda Aprovada de acordo com as Diretrizes de Conversão.

8. “Conversão de Taxa de Juros” significa uma alteração da base da taxa de juros aplicável a toda ou qualquer parte do Saldo do Empréstimo Desembolsado de uma Taxa de Base Flutuante para uma Taxa de Base Fixa, ou vice-versa, de acordo com as disposições do Artigo III (*Conversão das Condições do Empréstimo*) deste Acordo.

9. “Custos de rescisão da conversão” significa qualquer custo que o Banco possa incorrer em relação ao cancelamento ou ajuste nos Acordos da Conversão executados pelo Banco mediante solicitação do Mutuário em caso de (i) reembolso total ou parcial do Empréstimo antes da maturidade, (ii) incumprimento no pagamento ou (iii) cancelamento ou ajuste na(s) transação(ões) da Conversão por qualquer motivo previsto no Acordo.

10. «Data de fixação» significa, para empréstimos de Taxa Base Fixa, um máximo 2 (dois) Dias Úteis antes da data-valor da Taxa Base Fixa

11. «Data de revalorização» significa 1 de fevereiro e 1 de agosto para a EURIBOR; e 1 de fevereiro, 1 de maio, 1 de agosto e 1 de novembro para a JIBAR.

12. “Despesas Elegíveis” significam as despesas consideradas como elegíveis para financiamentos do Grupo do Banco ao abrigo da Política de Despesas Elegíveis para Financiamentos do Grupo do Banco, datada de março de 2008, conforme as alterações que forem introduzidas

13. “Diretrizes de conversão” significam as Diretrizes do Banco Africano de Desenvolvimento para Conversão de Certos Termos de Empréstimos adotados em 14 de julho de 2024, emitidos periodicamente pelo Banco, e em vigor no momento da Conversão.

14. «Dólar(s) dos Estados-Unidos» ou «USD» significa a moeda com curso legal nos Estados Unidos da América

15. «Duração da opção retroativa (ou *Lookback*)» significa o número de dias indicado no anexo IV (Condições da taxa de referência).

16. “Estado-membro” significa um estado-membro do Banco nos termos do Artigo 3 (*Membros e Áreas Geográficas*)

do Acordo de criação do Banco.

17. “EURIBOR” significa em relação a cada Período de Juros, a Taxa de Oferta Interbancária do Euro administrada pelo Instituto Europeu de Mercados Monetários (ou qualquer outra pessoa que assuma a administração dessa taxa) para depósitos em Euros por um período de seis (6) meses, apresentada na página EURIBOR01 da Thomson Reuters (ou qualquer página substituta da Reuters que exiba essa taxa) ou na página apropriada de outro serviço de informações que publique essa taxa periodicamente no lugar da Thomson Reuters, a partir das 11h00 (horário de Bruxelas), dois dias TARGET antes da data de reposição relevante. Se tal página ou serviço deixar de estar disponível, o Banco poderá especificar outra página ou serviço que publique a taxa relevante, após consulta ao Mutuário.

18. “Euro(s)” ou “EUR” significa a moeda única dos Estados-Membros Europeus Participantes.

19. “JIBAR” significa em relação a cada Período de Juros, a taxa determinada em cada Data de Revalorização utilizando a Taxa Interbancária de Joanesburgo (*Johannesburg Interbank Agreed Rate*) de três (3) meses, que é a taxa média conforme pesquisada e publicada pela *South African Futures Exchange* (ou seu sucessor) e que aparece na página *Reuters Screen SAFEX*, expressa como uma taxa de rendimento. Se tal página ou serviço deixar de estar disponível, o Banco poderá especificar outra página ou serviço que apresente a taxa relevante, após consulta ao Mutuário.

20. “Dia Útil” significa qualquer dia (exceto sábado ou domingo) em que os bancos comerciais ou os mercados financeiros estejam abertos para negócios e/ou para transações exigidas por este Acordo em qualquer local, incluindo os seguintes dias e locais

- (i) em relação à determinação de SOFR e TONA, um dia que é um Dia Bancário RFR relativo a esse Empréstimo
- (ii) TARGET2 para revalorizações de EURIBOR e pagamentos em EUR;
- (iii) Joanesburgo para revalorizações de JIBAR e pagamentos em ZAR;
- (iv) Nova Iorque para pagamentos em USD
- (v) Tóquio para pagamentos em JPY
- (vi) em relação a qualquer data de pagamento ou compra de uma moeda diferente do EUR, JPY, USD ou ZAR) a principal praça financeira do país dessa moeda; e
- (vii) Abidjan e Praia, para qualquer outra transação ao abrigo do Acordo

21. “Dia útil TSR” (Dia Útil Taxas Sem Riscos alternativos) significa um Dia útil SOFR e um Dia útil TONA

22. “Dia útil SOFR” significa qualquer dia indicado como tal no Anexo IV (Condições da Taxa de Referência)

23. “Dia útil TONA” significa qualquer dia especificado como tal no Anexo IV (Condições da Taxa de Referência)

24. «Dia TARGET» significa qualquer dia em que TARGET2 esteja aberta à execução de pagamentos em euros

25. “Manual de Desembolso” significa o Manual de Desembolso do Grupo do Banco Africano de Desenvolvimento, datado de março de 2020, que estabelece as políticas,

diretrizes, práticas e procedimentos de desembolso do Grupo do Banco, conforme alterado periodicamente

26. “Mercado Relevante” significa o mercado especificado como tal nos Termos de Taxa de Referência.

27. “Margem do Custo do Financiamento” significa a média ajustada de 6 (seis) meses da diferença entre: (i) a taxa de refinanciamento do Banco quanto aos empréstimos ligados à Taxa de Base Flutuante relevante e afetada a todos os seus empréstimos com juros variáveis denominados na moeda do empréstimo; e (ii) a Taxa de Base Flutuante relevante para cada semestre findo em 30 de junho e 31 de dezembro; que será adicionado à Taxa de Base Variável relevante, que é redefinida a 1 de fevereiro e 1 de agosto. A Margem de Custo de Financiamento será determinada semestralmente a 1 de janeiro para o semestre que termina em 31 de dezembro e a 1 de julho para o semestre que termina em 30 de junho. Relativamente aos montantes do Empréstimo aos quais se aplica a Conversão da Moeda, será aplicável a respetiva Margem de Custo do Financiamento da nova Moeda do Empréstimo, conforme informado ao Mutuário pelo Banco.

28. “Margem de Empréstimo” significa oitenta pontos base (0,80%) ao ano

29. “Método alternativo de cálculo da taxa composta” significa em relação à TSR Composta Diária Não Cumulativa, um documento que:

- a. é adotada pelo Banco após consulta ao Mutuário;
- b. estipula um método de cálculo para essa taxa, que anula e substitui a do Anexo V (*TSR Composta Diária Não Cumulativa*); e
- c. foi disponibilizado ao Mutuário.

30. “Moeda Aprovada” significa qualquer moeda aprovada como moeda de empréstimo pelo Banco que, após a Conversão, se torna a Moeda do Empréstimo

31. “Moeda do Empréstimo” terá o significado atribuído nas Condições Gerais, desde que, no entanto, se o Empréstimo ou qualquer parte do mesmo estiver sujeito a uma conversão cambial, “Moeda do Empréstimo” significa a Moeda Aprovada na qual o Empréstimo, ou qualquer parte dele, é denominado periodicamente e se o Empréstimo for denominado em mais de uma moeda, “Moeda do Empréstimo” referir-se-á separadamente a cada uma dessas Moedas.

32. “Moeda original do empréstimo” significa a moeda na qual o Empréstimo é denominado e especificado na Seção 2.01 (*Montante*) deste Acordo, na Data do Acordo de Empréstimo.

33. “Período de juros” significa: (i) um período de seis (6) meses para USD, EUR e JPY; ou (ii) um período de três (3) meses para ZAR, com base na Taxa de Referência relevante e começando dois (2) meses antes da Data de Pagamento e terminando dois meses antes da próxima Data de Pagamento, exceto

- a. o primeiro Período de Juros que começará a contar na data do primeiro desembolso do Empréstimo para:
 - i. dois (2) meses antes da primeira Data de Pagamento imediatamente após tal desembolso, se houver pelo menos dois (2) meses entre o primeiro desembolso do Empréstimo e a primeira Data de Pagamento; caso contrário
 - ii. dois (2) meses antes da segunda Data de Pagamento após o primeiro desembolso do Empréstimo.
- b. o último Período de Juros que terminará na Data de Vencimento.

Cada Período de Juros subsequente começará a contar na data de vencimento do Período de Juros anterior, mesmo que o primeiro dia desse Período de Juros não seja um Dia Útil. Não obstante o acima exposto, qualquer período inferior a seis (6) meses para USD, EUR e JPY ou três (3) meses para ZAR, a partir da data de um desembolso até a Data de Pagamento imediatamente após tal desembolso ou que termine na Data de Vencimento, será considerado um Período de Juros

34. “Teto da Taxa de juros” significa o estabelecimento de um limite máximo para a Taxa de Base Flutuante sobre a totalidade ou parte do Saldo do Empréstimo Desembolsado, de acordo com as disposições do Artigo III (*Conversão das Condições do Empréstimo*) deste Acordo

35. «Plano de ação de reinstalação» ou «PR» significa um documento de planeamento abrangente preparado pelo mutuário de acordo com as Políticas de Salvaguardas do Banco, especificando os procedimentos a serem seguidos durante um processo de deslocamento involuntário e as medidas a serem tomadas para compensar indivíduos e comunidades afetadas pelo Projeto. O PR é periodicamente alterado, complementado ou atualizado de comum acordo com o Banco.

36. «Políticas anticorrupção» significa o Quadro Uniforme para a Prevenção e o Combate à Fraude e à Corrupção, de setembro de 2006, a Política de Denúncias e Queixas, de 19 de janeiro de 2023, o Quadro de Contratos Públicos, o Acordo de Sanções Cruzadas e os Procedimentos de Sanções do Grupo do Banco Africano de Desenvolvimento, de 18 de novembro de 2014, conforme alterado ou completado de tempos em tempos.

37. «Políticas de salvaguarda do Banco» significa as políticas, procedimentos e diretrizes do Banco em questões ambientais e sociais, incluindo o Sistema Integrado de Salvaguardas do Grupo Banco (Declaração de Políticas e Salvaguardas Operacionais e Materiais de Orientação), a Política de Deslocamento Involuntário, os Procedimentos de Avaliação Ambiental e Social, as Regras e Procedimentos Operacionais propostos atualizados do Mecanismo de Revisão Independente, a Política de Disseminação e Acessibilidade da Informação do Grupo do Banco, a Política do Grupo do Banco sobre Redução da Pobreza e a Política de Género, conforme alterada ou complementada de tempos

em tempos.

38. "Empréstimo" significa o montante máximo fornecido pelo Banco em virtude deste Acordo e especificado na Seção 2.01 (*Montante*) do mesmo.

39. "Rand sul-africano" ou "ZAR" respetivamente, significa a moeda legal da República da África do Sul

40. "Relatório Final" significa um relatório abrangente sobre a execução e a operação inicial do Projeto, incluindo os seus custos e benefícios derivados e a derivar do mesmo, o desempenho das respetivas obrigações das Partes nos termos do Acordo, o cumprimento dos objetivos do Empréstimo e do plano concebido para assegurar a sustentabilidade dos resultados do Projeto, entre outros, a serem preparados e apresentados pelo Mutuário ao Banco de acordo com os termos deste Acordo.

41. "Relatório de Projeto" significa o relatório preparado pelo Mutuário nos termos deste Acordo contendo informações do projeto que incluem, entre outros, fontes e utilização dos fundos, incluindo aqueles autorizados, com os orçamentos correspondentes, os progressos na implementação do projeto, os resultados atingidos, bem como progressos relativos ao respeito das exigências em matéria de salvaguardas ambientais e sociais, incluindo a implementação do PGES e do PAR, se for necessário, bem como outros anexos justificativos ou colocando a tónica nos problemas que requerem atenção.

42. "Revisão Prévia" significa a revisão pelo Banco dos seguintes documentos com relação a aquisições, de acordo com os métodos e procedimentos de aquisição do Banco, conforme definido no Quadro de Aquisições: (i) Avisos Gerais de Aquisições; (ii) Avisos Específicos de Aquisições; (iii) Documentos de Concursos e Solicitações de Propostas de Consultores; (iv) Relatórios de Avaliação de Propostas ou Relatórios sobre Avaliação de Propostas de Consultores, incluindo listas restritas e recomendações para adjudicação de Acordos; (v) minutas de Acordos, se estes tiverem sido alterados e diferirem das minutas do edital/documentos do concurso; e (vi) modificação de Acordos assinados e qualquer outro documento ou informação que o Banco possa solicitar

43. "SOFR" (Secured Overnight Financing Rate) significa a taxa especificada como tal no Anexo IV (*Condições da Taxa de Referência*)

44. "Saldo do Empréstimo Desembolsado" significa o montante principal do Empréstimo desembolsado ao Mutuário e pendente periodicamente.

45. "Saldo do Empréstimo Não Desembolsado" significa o montante do Empréstimo restante não desembolsado e não cancelado periodicamente

46. "TARGET2" significa o sistema de pagamentos de transferências automáticas transeuropeias de liquidações pelos valores brutos em tempo real, que utiliza uma plataforma única compartilhada e que foi lançada em 19 de novembro de 2007

47. "Taxa Diária" significa a taxa especificada como tal nos Termos da Taxa de Referência.

48. "Taxa de Base Fixa" significa a taxa de swap do mercado amortizável determinada de acordo com as condições do mercado financeiro e calculada na Data de Fixação com base no cronograma de amortização principal de uma ou várias parcelas específicas do Empréstimo.

49. "Taxa de Base Flutuante" significa para qualquer Período de Juros, a Taxa de Referência relevante.

50. "Taxa de referência composta" significa em relação a qualquer Dia Útil RFR durante o Período de Juros de um Empréstimo, a taxa percentual por ano que é a taxa composta diária não cumulativa para esse Dia bancário RFR

51. "Taxa de Referência" significa:

- a. a Taxa de Referência Composta para USD e JPY;
- b. para qualquer Período de Juros:
 - (i) EURIBOR para EUR; e
 - (ii) JIBAR para ZAR;
- c. se o Banco determinar que SOFR (relativamente a USD), a TONA (relativamente a JPY), EURIBOR (relativamente ao Euro) ou JIBAR (relativamente a ZAR) deixou definitivamente de ser publicada ou não é mais a taxa de referência em uso pelo mercado relevante para essa moeda, ou se na opinião do Banco, esta Taxa de Referência não é mais apropriada para fins do cálculo de juros sob este Acordo, outra taxa de referência comparável para a moeda relevante que o Banco possa determinar de acordo com a Seção 3.03 (Juros) das Condições Gerais;
- d. no que respeita a qualquer moeda que não seja USD, EUR, JPY e ZAR, a taxa de referência conforme notificada ao Mutuário pelo Banco; e
- e. no que respeita aos montantes do Empréstimo aos quais se aplica uma Conversão monetária, a Taxa de Referência aplicável à nova Moeda do Empréstimo conforme notificada ao Mutuário pelo Banco.

52. "Taxa Livre de Risco (TLR) Composta diária" significa, para qualquer Dia Útil de TLR de um Período de Juros

de um Empréstimo, a taxa anual determinada pelo Banco de acordo com o método definido no Anexo V (TLR composto não cumulativo) ou, por decisão do Banco, qualquer método alternativo de cálculo da taxa composta.

53. “TONA” (Tokyo Overnight Average Rate) significa taxa especificada como tal no Anexo IV (Conversão da Taxa de Referência)

54. “Colar de Taxa de Juros” significa o estabelecimento de um limite superior e um limite inferior na Taxa de Base Flutuante sobre a totalidade ou qualquer parte do Saldo do Empréstimo Desembolsado, de acordo com as disposições do Artigo III (*Conversão das Condições do Empréstimo*) deste Acordo.

55. “Iene Japonês” ou “JPY” significa a moeda legal do Japão

ANEXO IV
CONDIÇÕES DA TAXA DE REFERÊNCIA
Parte 1: Dólar

DEVISA :	Dólar
Definições	
Duração do retroativo (ou Lookback) :	Sem objeto.
Dia útil SOFR :	Significa tout jour autre : (c) Um sábado ou domingo; ou (d) um dia em que a <i>Securities Industry and Financial Markets Association</i> (ou qualquer organização sucessora) recomenda que os departamentos produzem produtos de taxa dos seus membros sejam fechados durante todo o dia para fins de negociações de títulos do governo Federal dos Estados Unidos.
Mercado relevante :	Significa o mercado de empréstimos em dinheiro overnight garantidos através de títulos emitidos pelo governo federal dos EUA.
SOFR :	Significa à taxa de financiamento garantida diariamente (overnight) (ou SOFR, <i>Secured Overnight Financing Rate</i>), gerido pela Reserva Federal de Nova Iorque (ou qualquer outra pessoa responsável por assumir a gestão desta taxa) publicado pela Reserva Federal de Nova Iorque (ou qualquer outra pessoa responsável por retomar a publicação desta taxa).
Taux diária:	A «Taxa diária» para qualquer dia útil SOFR é: (d) a taxa SOFR para o dia útil SOFR em questão; ou (e) se a taxa SOFR não estiver disponível para aquele Dia útil SOFR, a taxa SOFR para o Dia útil SOFR anterior; ou (f) se a taxa SOFR continuar indisponível por cinco Dias úteis SOFR consecutivos, a taxa SOFR para o Dia útil SOFR anterior.

Parte 2 : Yen japonês

DEVISA :	Yen japoneses
Definições	
Dia útil TONA :	Significa qualquer dia útil (exceto um sábado ou domingo) durante o qual os bancos estão abertos em Tóquio.
Mercado relevante :	Significa o mercado monetário para empréstimos overnight sem garantia em ienes japoneses.
Periodo Retroativo (ou Lookback) :	Sem objeto.
Taxa diária:	A «Taxa diária» para qualquer Dia útil TONA é : (d) a taxa TONA para aquele Dia útil TONA; ou (e) se a taxa TONA não estiver disponível para aquele Dia útil TONA, a taxa TONA para o Dia útil TONA anterior; ou (f) se a taxa não estiver disponível por cinco Dias úteis TONA consecutivos, a taxa TONA para o Dia útil TONA anterior.

TONA :	Significa é a taxa média diária de Tóquio (ou TONA, <i>Tokyo Overnight Average Rate</i>), gerido pelo Banco do Japão (ou qualquer outra pessoa responsável por assumir a gestão desta taxa) publicado pelo Banco do Japão (ou qualquer outra pessoa responsável pela republicação desta taxa).
---------------	---

ANEXO V

TAXA LIVRE DE RISCO COMPOSTA DIÁRIA NÃO CUMULATIVA

A “Taxa livre de Risco composta diária não cumulativa” significa, com relação ao Dia útil TLR “i” durante um período de juros de um empréstimo é a taxa percentual por ano (sem arredondamento, na medida razoavelmente praticável pelo banco que realiza o cálculo, levando em consideração as capacidades de qualquer software utilizado para o efeito) calculadas conforme a fórmula abaixo:

$$(UCCDR_i - UCCDR_{i-1}) \times \frac{dcc}{n_i}$$

Em que:

“UCCDR_i” significa a Taxa Diária Composta Acumulada Não Anual para esse Dia útil por o “i”;

“UCCDR_{i-1}” significa em relação a esse Dia Útil RFR “i”, a Taxa Diária Composta Acumulada Não Anual para o Dia Útil RFR imediatamente anterior (se existir) durante esse Período de Juros;

“dcc” significa 360 ou, em qualquer caso em que a prática de mercado no Mercado Relevante seja a utilização de um número diferente para a cotação do número de dias em um ano, esse número;

“n_i” significa o número de dias corridos a partir de, e incluindo, esse Dia Bancário RFR “i” até, mas excluindo, o Dia Bancário RFR seguinte; e

a “Taxa Diária Composta Acumulada Não Anual” para qualquer Dia Bancário RFR (o “Dia Bancário RFR Acumulado”) durante esse Período de Juros é o resultado do cálculo abaixo (sem arredondamento, na medida razoavelmente praticável para o Banco realizando o cálculo, levando em conta as capacidades de qualquer software utilizado para o efeito):

$$ACCDR \times \frac{tn_i}{dcc}$$

Onde:

“ACCDR” significa a Taxa Diária Composta Acumulada Anual para esse Dia Bancário RFR Acumulado;

“tn_i” significa o número de dias corridos a partir de, e incluindo, o primeiro dia do Período de Acumulação até, mas excluindo, o Dia Bancário RFR imediatamente seguinte ao último dia do Período de Acumulação;

“Período de Acumulação” significa o período de, e incluindo, o primeiro Dia Útil RFR desse Período de Juros até, e incluindo, aquele Dia Útil RFR Acumulado;

“dcc” tem o significado atribuído a esse termo acima; e

a “Taxa Composta” para esse Dia Útil RFR Acumulado é a taxa percentual por ano (arredondada para cinco casas decimais) calculada conforme estabelecido abaixo:

$$\left[\prod_{i=1}^{d_0} \left(1 + \frac{\text{DailyRate}_{i-LP} \times n_i}{dcc} \right) - 1 \right] \times \frac{dcc}{tn_i}$$

Em que:

“d₀” significa o número de Dias Úteis RFR no Período de Acumulação;

“Período de Acumulação” tem o significado atribuído ao termo acima;

“i” significa uma série de números inteiros de um a d₀, cada um representando o Dia Útil RFR relevante em ordem cronológica no Período de Acumulação;

“DailyRate i-LP” significa para qualquer Dia Bancário RFR “i” no Período de Acumulação, a Taxa Diária para o Dia Bancário RFR que é o Período Retroativo antes desse Dia Bancário RFR “i”;

“ni” significa, para qualquer Dia Útil RFR “i” no Período de Acumulação, o número de dias corridos a partir de, e incluindo, aquele Dia Útil RFR “i” até, mas excluindo, o Dia Útil RFR seguinte;

“dcc” tem o significado atribuído a esse termo acima; e

“tni” tem o significado atribuído a esse termo acima.

ANEXO VI
QUADRO DE AMORTIZAÇÃO

Anos	Sequência	Datas de Pagamentos	Reembolsos
0 à 8	Período de carência		
8,5	1	15-Dez-2030	294 117,60
9	2	15-Jun-2031	294 117,60
9,5	3	15-Dez-2031	294 117,60
10	4	15-Jun-2032	294 117,60
10,5	5	15-Dec-2032	294 117,60
11	6	15-Jun-2033	294 117,60
11,5	7	15-Dez-2033	294 117,60
12	8	15-Jun-2034	294 117,60
12,5	9	15-Dez-2034	294 117,60
13	10	15-Jun-2035	294 117,60
13,5	11	15-Dez-2035	294 117,60
14	12	15-Jun-2036	294 117,60
14,5	13	15-Dez-2036	294 117,60
15	14	15-Jun-2037	294 117,60
15,5	15	15-Dez-2037	294 117,60
16	16	15-Jun-2038	294 117,60
16,5	17	15-Dez-2038	294 117,60
17	18	15-Jun-2039	294 117,60
17,5	19	15-Dez-2039	294 117,60
18	20	15-Jun-2040	294 117,60
18,5	21	15-Dez-2040	294 117,60
19	22	15-Jun-2041	294 117,60
19,5	23	15-Dez-2041	294 117,60
20	24	15-Jun-2042	294 117,60
20,5	25	15-Dez-2042	294 117,60
21	26	15-Jun-2043	294 117,60
21,5	27	15-Dez-2043	294 117,60
22	28	15-Jun-2044	294 117,60
22,5	29	15-Dez-2044	294 117,60
23	30	15-Jun-2045	294 117,60
23,5	31	15-Dez-2045	294 117,60
24	32	15-Jun-2046	294 117,60
24,5	33	15-Dez-2046	294 117,60
25	34	15-Jun-2047	294 119,20
			10 000 000,00

Aprovado em Conselho de Ministros, aos 10 de outubro de 2023. — Os Ministros, *José Ulisses de Pina Correia e Silva, Olavo Avelino Garcia Correia.*



I SÉRIE
BOLETIM
OFICIAL

Registo legal, nº 2/2001, de 21 de Dezembro de 2001

Endereço Electronico: www.incv.cv

INCV

IMPRESA NACIONAL DE CABO VERDE

*Av. da Macaronésia, cidade da Praia - Achada Grande Frente, República Cabo Verde.
C.P. 113 • Tel. (238) 612145, 4150 • Fax 61 42 09
Email: kioske.incv@incv.cv / incv@incv.cv*

I.N.C.V., S.A. informa que a transmissão de actos sujeitos a publicação na I e II Série do *Boletim Oficial* devem obedecer as normas constantes no artigo 28º e 29º do Decreto-lei nº 8/2011, de 31 de Janeiro.